



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file *Voire référence*

Our file *Notre référence*

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Canada

AFFIRMATION NATIONALE ET PROJET D'INDEPENDANCE DES PAYS BALTES

par
Anik Parisé

Thèse déposée à
l'Ecole des études supérieures et de la recherche
en vue de l'obtention de
la maîtrise ès arts en science politique

Directrice : professeur Jeanne K.Laux

Université d'Ottawa
septembre 1993



Anik Parisé, Ottawa, Canada, 1993



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file *Voire référence*

Our file *Notre référence*

THE AUTHOR HAS GRANTED AN IRREVOCABLE NON-EXCLUSIVE LICENCE ALLOWING THE NATIONAL LIBRARY OF CANADA TO REPRODUCE, LOAN, DISTRIBUTE OR SELL COPIES OF HIS/HER THESIS BY ANY MEANS AND IN ANY FORM OR FORMAT, MAKING THIS THESIS AVAILABLE TO INTERESTED PERSONS.

L'AUTEUR A ACCORDE UNE LICENCE IRREVOCABLE ET NON EXCLUSIVE PERMETTANT A LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU CANADA DE REPRODUIRE, PRETER, DISTRIBUER OU VENDRE DES COPIES DE SA THESE DE QUELQUE MANIERE ET SOUS QUELQUE FORME QUE CE SOIT POUR METTRE DES EXEMPLAIRES DE CETTE THESE A LA DISPOSITION DES PERSONNE INTERESSEES.

THE AUTHOR RETAINS OWNERSHIP OF THE COPYRIGHT IN HIS/HER THESIS. NEITHER THE THESIS NOR SUBSTANTIAL EXTRACTS FROM IT MAY BE PRINTED OR OTHERWISE REPRODUCED WITHOUT HIS/HER PERMISSION.

L'AUTEUR CONSERVE LA PROPRIETE DU DROIT D'AUTEUR QUI PROTEGE SA THESE. NI LA THESE NI DES EXTRAITS SUBSTANTIELS DE CELLE-CI NE DOIVENT ETRE IMPRIMES OU AUTREMENT REPRODUITS SANS SON AUTORISATION.

ISBN 0-315-95945-2

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

A ma famille

**A Pierre-Yves, sans qui cette thèse n'aurait pu être
déposée à temps...**

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER	13
EVOLUTION HISTORIQUE DE LA VOLONTE NATIONALE BALTE	13
A. Les pays baltes au 18e siècle	14
B. 19e siècle : russification et montée de l'idée nationale	16
C. La question des nationalités sous Lénine	18
D. L'accession à l'indépendance des pays baltes à la fin du premier conflit mondial	22
E. Les années d'indépendance pour les Baltes	23
F. L'annexion forcée des pays baltes sous le régime stalinien	25
CHAPITRE DEUXIEME	30
DE STALINE A GORBATCHEV	30
A. La répression stalinienne	30
B. Le dégel post-stalinien	32
C. L'Acte final d'Helsinki	34
D. L'avènement des perestroïka et glasnost	38
E. Le réveil et renforcement des sentiments indépendantistes baltes	42
F. Les indicateurs de la revendication d'identité nationale balte	43
1. Les manifestations	44
2. La création de mouvements politiques	47
3. L'organisation de référendums	50
4. Législations concernant les langue et citoyenneté baltes (minorités) ...	51
CHAPITRE TROISIEME	58
VERS L'INDEPENDANCE DES REPUBLIQUES BALTES	58
A. Vers l'indépendance de la Lituanie	59
B. Vers l'indépendance de l'Estonie	63
C. Vers l'indépendance de la Lettonie	65
D. La période «pré-coup d'état» en URSS	67
E. Le coup d'état en URSS-août 1991	70
F. Pourquoi un putsch?	71
CONCLUSION	76

INTRODUCTION

La fin de la deuxième guerre mondiale voit l'émergence d'un système bipolaire, dans lequel deux nouvelles grandes puissances (URSS et États-Unis), vainqueurs de cette seconde guerre, vont désormais s'affronter. Mais les années cinquante et soixante vont conduire à certains développements au sein de ce système Est-Ouest, dont l'apparition du Tiers-Monde, qui aura un impact certain sur le processus de décisions des deux grandes puissances. Peu à peu, le système est-ouest rigide va se transformer en un système est-ouest plus souple. Avec l'arrivée au pouvoir de M.Gorbatchev en 1985, c'est tout l'Est qui fut bouleversé. Ainsi, le monde entier put voir en 1988 le début du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et le démantèlement du «rideau de fer» en 1989. C'est dans ces conditions que les nations de l'Europe centrale et orientale vont se réveiller et que l'URSS va perdre de sa puissance et de son influence, avec cette montée des nationalismes, marquant ainsi une transition majeure dans les relations internationales.

Étant donné le rôle précurseur et déclencheur des pays baltes (en particulier celui de la Lituanie) dans la décomposition de l'URSS, il est des plus pertinent d'étudier les origines de ce nationalisme et les raisons de son succès en tant que projet d'indépendance. Nous étudierons ici le cas des pays baltes, leur histoire, mais plus particulièrement les spécificités de leur projet d'indépendance. Nous verrons que l'évolution de ce projet d'indépendance aura une influence certaine sur l'échec du coup d'état d'août 1991 en URSS et, par conséquent, sur la concrétisation de la souveraineté et de l'indépendance des pays baltes.

Notre étude portera donc sur les trois pays baltes (la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie), nations connues dans l'histoire depuis le dix-septième siècle et ayant acquis leur souveraineté pour une très courte durée de leur histoire (de 1918 à 1940). Suite au Pacte Molotov-Ribbentrop du 23 août 1939, l'URSS a incorporé de force les trois républiques en août 1940. Ce n'est que suite aux réformes de M.Gorbatchev en 1985 que les républiques baltes ont revendiqué avec beaucoup d'ardeur la reconquête de la souveraineté jusqu'aux déclarations de souverainetés officielles en 1989. Maintenant comment aborder l'étude de ces projets nationaux d'indépendance?

L'éveil des nationalismes marque l'histoire des deux derniers siècles et a suscité un intérêt particulier chez les historiens, sociologues et politicologues. Ceux-ci ont élaboré diverses définitions et théories concernant le nationalisme. Nous examinerons ce qui s'applique le plus au cas des pays baltes afin de mieux saisir la portée de ce nationalisme.

Ainsi, dans cette thèse, deux questions clés seront posées, à savoir : Pourquoi et dans quelles conditions le sentiment d'appartenance à une nation se transforme en projet politique? Comment cette volonté aboutit à un projet d'indépendance? Auparavant, qu'entend-on par nation? Malgré tout ce qui a été dit sur celle-ci, la nation demeure un concept difficile à définir précisément. Toutefois, si l'on examine certaines théories et définitions du nationalisme, comme celles élaborées par Renan, nous pouvons dire que la nation « suppose un passé : elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de

continuer la vie commune¹.» Ernest Gellner renchérit en disant que la croyance à l'existence d'une vie nationale commune, la volonté d'adhérer à cette vie nationale sont des éléments importants dans la création d'une nation². Dans le même ordre d'idée, M. Weber parle en terme d'«ethnic honor», facteur de formation déterminant du groupe ethnique, qui correspond en ce sens à une nation. Selon Weber, la question nationale demeure celle du «sentiment de l'identité nationale», celle de l'idéologie nationaliste³. A partir du moment où une nation exprime le désir de s'affirmer, de revendiquer son identité nationale, on peut parler de projet politique ou nationalisme. On assiste alors à la mise en pratique de ce nationalisme, sous diverses formes, soit par la proclamation d'une langue nationale, soit d'un drapeau (emblème), soit d'une culture, etc.

Toutefois, précise Sir I. Berlin, le nationalisme s'avère une condition nécessaire, bien que non suffisante, de la revendication d'identité nationale⁴. Il explique: «Les blessures que

1. Ernest Renan cité dans Alain FINKIELKRAUT, La défaite de la pensée, Paris, Gallimard, 1987, p.48.

2. Ernest GELLNER, Nations et nationalismes, Paris, Payot, 1989 (1983), p.19.

3. Weber cité dans Gilles BOURQUE, L'État capitaliste et la question nationale, Montréal, P.U.M., 1977, p.86.

4. Isaiah BERLIN, «Le nationalisme : dédains d'hier, puissance d'aujourd'hui», A contre-courant, Paris, Albin Michel, 1988, p.365. Pour Berlin, le nationalisme est caractérisé par quatre éléments (croyances). Premièrement, par la croyance en la nécessité primordiale d'appartenir à une nation; deuxièmement, en la nature organique des relations qui existent entre les éléments constitutifs de la nation; troisièmement, en la valeur de ce qui est nôtre, tout simplement parce que c'est à nous et finalement en la suprématie des droits de la nation, dès lors qu'il y a conflit

s'infligent mutuellement les sociétés remontent à la nuit des temps, mais elles n'ont pas engendré, à chaque fois, une réaction nationale. Il y faut quelque chose de plus - à savoir une nouvelle conception de l'existence à laquelle la société lésée, ou les classes sociales, les groupes qui ont été victimes du changement politique et social, puissent s'identifier, autour de laquelle ils puissent se rassembler pour restaurer leur vie collective⁵.» Dans le cas des Baltes, cet affront à la nation serait l'annexion forcée à l'URSS, ce qui a engendré un foyer de résistance nationale, élément d'identification collective en faveur d'un projet politique d'indépendance.

Si, à cette fin du vingtième siècle, les mouvements nationalistes se sont multipliés, certaines conditions sont toutefois requises pour qu'une nation puisse acquérir son indépendance. En effet, selon A. Birch, «the grievance has to have a history, and be likely to persist indefinitely, if proposals for secession are to seem justified to observers from outside [...]»⁶. Et effectivement, dans le cas des pays baltes, le sentiment d'identité nationale s'inscrit dans une reconquête de l'indépendance justifié devant la communauté internationale en référence au droit international; on revendique l'annulation des conséquences du Pacte Molotov-Ribbentrop, par lequel les Baltes ont été incorporés «de force» en 1940.

d'autorité ou nécessité de choisir entre des fidélités contradictoires.

5. Isaiah BERLIN, «Le nationalisme : dédains d'hier, puissance d'aujourd'hui», A contre-courant, p.365.

6. Anthony BIRCH, Nationalism and National Integration, p.63.

Comprendre pourquoi et comment ces républiques baltes en sont venues à revendiquer leur indépendance nous renvoie à une réflexion théorique plus spécifique sur la question nationale sous les régimes russe et soviétique. Selon la littérature spécialisée, la réalité soviétique est caractérisée par l'existence de différentes nations, conscientes de leur existence nationale à divers degrés, nonobstant l'idéologie officielle du primat de l'appartenance à une classe sociale et du projet de l'homme nouveau soviétique. L'Empire russe et son successeur, l'URSS, sont devenus multinationaux en poursuivant un expansionnisme de telle façon qu'il y avait, au moment de la déchéance du pouvoir soviétique en 1991, plus de cent vingt nationalités qui étaient groupées au sein de quinze républiques fédérées, vingt républiques dites autonomes, ainsi que huit régions et dix districts autonomes. La décomposition de l'URSS et l'effervescence des nationalismes dits ethniques (comme dans le cas des pays baltes) font resoulever des questions posées depuis l'origine de l'URSS sur la tension entre le projet soviétique et les réalités multinationales.

Quelles sont donc les spécificités du nationalisme⁷ telles qu'analysées dans la littérature sur l'URSS? L'héritage de l'Empire tsariste, comme l'explique Mme Carrère D'Encausse, soviétologue reconnue, est significatif puisque ce système politique n'ait jamais défini clairement un projet impérial précis. L'expansion territoriale achevée à la fin du XIXe siècle a été

7. Spécifions que cette thèse ne porte pas sur un mouvement nationaliste en tant que tel, mais plutôt sur un **projet politique** de retour à l'indépendance, projet porté par une motivation nationaliste. Pour une typologie plus complète concernant les théories nationalistes, le lecteur pourra se référer en plus à K.Deutsch et E.Kedourie, ou à N.Smelser, théoricien des mouvements sociaux ainsi que F.Znanięcki et K.Symmons-Symonolewicz, sociologues du nationalisme.

accompagnée d'hésitations et de discontinuités dans la manière de traiter les peuples conquis, tant sur le plan administratif que culturel⁸.

Le système soviétique créé par Lénine et perfectionné par ses héritiers a proclamé l'égalité de tous les peuples et le rejet de toute primauté russe. Plus tard, Staline, comme Lénine, tient les nations, en l'occurrence la nation russe, pour instruments de l'édification de la société communiste⁹. A cet égard, la politique nationale soviétique est une réussite puisque le régime s'était donné pour but d'aider l'épanouissement des nations pour épouser, dans cette liberté accordée, leurs volontés nationales. D'autre part, elle constitue un échec, puisque l'effacement des différences nationales dans une communauté historique nouvelle et supérieure, soit le peuple soviétique, ne s'est pas réalisé¹⁰. Comme le souligne Mme Carrère D'Encausse: «La réalité, ce sont ces nations qui s'expriment vigoureusement. Aucune magie ne les fera disparaître soudain au bénéfice du peuple soviétique. On est confronté ici à l'ambiguïté de l'idée soviétique de la nation¹¹.»

8. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, «Misère et contradictions du «Frère Aîné»», Le débat, 63, avril 1991, p.68.

9. Ibid., p.68.

10. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, L'Empire éclaté, Paris, Flammarion, 1978, p.331.

11. Ibid., p.331.

Le pouvoir soviétique s'est avéré incapable de répondre aux problèmes des nations. C'est pourtant l'aspect le plus important, le plus urgent à considérer. Néanmoins, l'URSS n'a éclaté qu'en 1991. Il y a certainement d'autres considérations qui favorisent ou retardent l'aboutissement du nationalisme en indépendance. A l'instar de deux soviétologues, Jacques Lévesque d'une part et Gail Lapidus de l'autre, nous avons retenu les facteurs primordiaux qui sont les rapports de force internationaux et la capacité de leadership du Parti (communiste). Selon J.Lévesque, qui a surtout étudié les nationalismes des pays satellites - Pologne, Roumanie - la possibilité (ou non) de faire appel à la communauté internationale permet un renforcement du mouvement nationaliste. Par exemple, durant les années soixante, le nationalisme et l'indépendance étaient des préoccupations de premier ordre en Roumanie. Celle-ci a fait appel à différents pays afin de développer les bases solides d'une politique extérieure indépendante¹².

Pour G.Lapidus, ce n'est qu'au moment où l'élite soviétique perd l'appui et la latitude idéologique que le dépassement des réformes est favorisé et que l'autorité du Parti est remise en question. Avec l'échec économique, le Parti a perdu de sa crédibilité : on s'y réfère moins. L'image d'une société passive ne correspond plus à la réalité en Union soviétique¹³. Ainsi, suite à ces réflexions théoriques, nous affirmons, et c'est l'argument principal de cette thèse, que dans

12. Jacques LEVESQUE, Le conflit sino-soviétique et l'Europe de l'Est, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1970, p.274-275.

13. Gail LAPIDUS, «Gorbachev and the Reform of the Soviet System», Program on Soviet International Behavior, Berkeley, Stanford, 1987, p.7-8.

le cas d'une nation ayant une volonté permanente d'identité nationale, l'affirmation de cette volonté sous forme de projet politique visera l'autonomie nationale en situation de répression du pouvoir central et pourra se transformer en projet d'indépendance nationale en situation de déstabilisation¹⁴ du pouvoir central; cette indépendance se concrétisera dans des conditions géopolitiques qui admettent la décomposition du pouvoir central.

Plus précisément, dans le cas qui nous intéresse, nous affirmons que dans des conditions de soviétisation (tout comme celles de russification), la volonté balte d'identité nationale se manifestera par une affirmation de l'autonomie jusqu'à ce que l'affaiblissement du pouvoir central provoqué par les réformes de M. Gorbatchev (tout comme lors de la désorganisation de l'Empire tsariste en 1918) favorise une articulation du projet politique d'indépendance. Ainsi nous verrons que la fin de 1980, les faiblesses du régime soviétique ne peuvent plus être dissimulées (bilan économique négatif présenté par L. Brejnev). Nous verrons plus précisément l'impact des politiques du pouvoir central (tout dépendant de l'époque, soit pouvoir impérial, soit soviétique) permissives ou répressives sur l'affirmation de l'identité nationale. De plus, nous analyserons l'importance de la réaction internationale dans la réalisation de l'indépendance des pays baltes selon les époques. Les nations de l'URSS profitent donc de cet affaiblissement du Centre, et expriment de plus en plus fort leur identité nationale. Au fil du temps, le mouvement des

14. Nous rappelons que le concept de déstabilisation fait référence à la déchéance du pouvoir, situation ayant permis aux républiques baltes (à deux reprises dans leur histoire, soit en 1918 et en 1991) d'accéder à l'indépendance.

populations a eu pour conséquence qu'environ soixante millions d'habitants de l'URSS vivent dans les républiques qui ne sont pas leur pays d'origine¹⁵. Plusieurs conflits ethniques furent engendrés par ces mouvements de population. Les perestroïka et glasnost permirent de constater que de graves problèmes causés par ces conflits persistaient au sein de la Fédération soviétique. Celle-ci se trouvait menacée de dislocation par l'éclatement de contestations en Azerbaïdjan (enclave du Nagorno-Karabakh habitée par des Arméniens), en Géorgie (minorités ossètes) et dans les trois pays baltes. Ces manifestations des nations ont surpris les autorités soviétiques, qui n'avaient pas prévu l'ampleur du problème national.

Somme toute, la prévision de Mme Carrère D'Encausse s'est réalisée mais ceci dans des conditions internationales et politiques précises : dû aux multiples nations qui forment l'URSS, le régime soviétique semblerait incapable de sortir de l'impasse¹⁶. Ainsi, et c'est là notre deuxième sous-argument, la concrétisation des projets d'indépendance baltes ne se réalisera qu'au moment où la désagrégation du pouvoir central de l'URSS (ou russe) sera envisagée (acceptée) par la communauté internationale suite au coup d'état d'août 1991 (tout comme à la fin de la première guerre mondiale) et face à l'affirmation des volontés nationales des autres républiques soviétiques.

15. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.147.

16. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, L'Empire éclaté

Dans cette thèse, donc, le concept de revendication de l'identité nationale s'exprime de deux façons, soit par l'autonomie et l'indépendance. Dans le cas balte, depuis qu'il y a possibilité de manifester son désir d'affirmation nationale suite aux réformes de M. Gorbatchev, la communauté balte exprime, dans un premier temps, le désir de s'administrer librement, avec ses propres lois, à l'intérieur de l'Union soviétique, dirigée par un pouvoir central. A cet effet, les Baltes mettent l'emphase sur la protection de leur langue, culture... Au fil des mois, avec le raidissement de Moscou à leur égard, ceux-ci rejettent toute forme d'autorité et revendiqueront fermement leur indépendance à partir de 1987 par des manifestations publiques - programmes politiques, législations favorables à la souveraineté. Ces indicateurs seront précisés dans le chapitre trois.

Dans cette étude de cas à caractère socio-politique, nous adopterons une approche pluridisciplinaire (perspective historique, sociologique et juridique). Une reprise de deux périodes historiques (1914-1918 et 1939-1945) de perte et d'accession à l'indépendance nous permettra de mieux comprendre la période 1985-1991 qui constitue le centre de ce travail. Nous comparerons comment les Baltes ont acquis leur indépendance en 1918 et 1991 et comment certaines conditions sous Staline et ensuite Gorbatchev (à un autre niveau, bien entendu) ont permis la concrétisation de l'indépendance balte.

Nous traiterons le cas balte comme un cas composite en ce sens que nous tenterons de dégager les similitudes et équivalences **les plus importantes** entre les pays baltes au cours des trois périodes autour desquelles s'articule ce travail (1914-1918, 1939-1945 et 1985-1991). Par la suite, nous allons insister sur les événements de 1989-1990 jusqu'à l'indépendance en 1991, pour faire ressortir les modalités d'acquisition d'indépendance qui s'avèrent spécifiques pour chaque pays balte.

Nous espérons que cette étude suscitera l'intérêt des lecteurs. A cette époque où le désir d'affirmation nationale va de soi, il est primordial d'étudier le processus d'accession à l'indépendance des républiques soviétiques. Nous jugeons qu'il est utile, voire nécessaire d'analyser l'évolution de la situation socio-politique des pays baltes jusqu'à leur accession à l'indépendance afin de faciliter la compréhension et l'analyse de la situation actuelle de l'ex-URSS et des pays d'Europe de l'Est qui retrouvent une véritable souveraineté politique. Les pays baltes constituent un cas géopolitique original et des plus intéressants de par leur proximité géographique et leur affinité culturelle avec l'Europe ainsi que par leur proximité géographique avec l'ex-URSS et leur situation stratégique maritime. Étant donné les conflits sanglants en ex-Yougoslavie, le fait d'avoir acquis cette indépendance de façon relativement pacifique est un aspect nouveau à considérer.¹⁷

17. La non-violence est un aspect important du nouveau climat politique en Europe centrale, et, en partie, de l'Est, explique Mme Micheline De Sève dans un article intitulé «Sentiment national et conscience de genre ou la naissance d'une politique identitaire démocratique en Europe

CHAPITRE PREMIER

EVOLUTION HISTORIQUE DE LA VOLONTE NATIONALE BALTE

L'importance de situer le problème des pays baltes dans son contexte historique est incontestable. Tout comme Renan, nous pouvons dire que la nation balte « suppose un passé ». Chaque république balte manifeste son identité nationale dans la mesure où elle croit à l'existence d'une vie nationale commune. Notre argument principal a énoncé que dans le cas d'une nation ayant une volonté permanente d'identité nationale, l'affirmation de cette volonté sous forme de projet politique visera l'autonomie nationale en situation de répression du pouvoir central et pourra se transformer en projet d'indépendance nationale en situation de déstabilisation du pouvoir central; cette indépendance se concrétisera dans des conditions géopolitiques qui admettent la décomposition du pouvoir central.

Nous verrons dans ce deuxième chapitre que tout au long de leur histoire, tour à tour autonomes, sous domination allemande ou russe, les Baltes aspirent à recouvrer leur indépendance. Il importe de rappeler les spécificités qui caractérisent cette volonté d'indépendance par l'analyse d'événements déterminants pour l'avenir des Etats baltes au cours des 19e et 20e siècles, illustrant de cette façon la permanence de ce sentiment d'appartenance à

de l'Est», dans L'ethnicité à l'heure de la mondialisation, ACFAS-Outaouais, 1992, p.84.

la «nation balte». De l'Empire tsariste en passant par les révolutions de 1917 et la première grande guerre mondiale, nous analyserons sous quelles conditions et de quelle façon la volonté d'identité nationale balte s'est manifestée jusqu'à l'accession à l'indépendance en 1918.

A. Les pays baltes au 18^e siècle

Mais tout d'abord, depuis quand existe-t-il un peuple balte? Depuis plus de trois mille ans, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont existé sur le côté oriental de la mer Baltique. Quoiqu'étant des nations distinctes, on parle des Etats baltes à cause de leur situation géographique. Disons que chaque pays balte a une langue et une histoire qui lui sont propres. Ces trois pays occupent une position stratégique entre l'Europe occidentale, la Russie et la Scandinavie; ils forment, en fait, comme le décrit Yves Plasseraud, sur une longueur de six cent kilomètres, une sorte de «verrou» fermant aux Russes l'accès à la Baltique. Cette position a été la cause, d'une partie des malheurs de leur histoire compliquée.¹

Les Etats baltes ont été conquis plusieurs fois dans l'histoire par les Allemands, les Suédois et les Russes. La Lituanie fut engagée dans plusieurs grandes guerres du 13^e au 16^e siècle; quant à l'Estonie et la Lettonie, elles ont bénéficié de leur indépendance nationale jusqu'au

1. Yves PLASSERAUD, «Introduction à la Baltitude», Pays baltes, Paris, Autrement, 1991, p.8.

13e siècle. A cette époque, elles furent conquises par l'Allemagne. Au début du dix-huitième siècle, l'Estonie et une large part de la Lettonie tombèrent sous la domination russe. Les provinces lettones restantes, soit la Courlande et la Latgale demeurèrent sous la domination lituano-polonaise jusqu'à ce qu'elles passent en mains russes au 18e siècle. La Lituanie garda son indépendance jusqu'à la fin du 18e siècle².

Plus spécifiquement, au 18e siècle, l'histoire lituanienne est marquée par la guerre, une diminution du territoire lituanien et un accroissement du désordre interne. En 1795, la Russie s'appropriä presque toute la Lituanie, sauf une partie du territoire au sud. Sous cette domination russe, les Lituaniens se révoltèrent, plus particulièrement la paysannerie, qui boycotta les livres écrits en cyrillique et imprima clandestinement des livres en lituanien (En 1865, le gouvernement russe avait banni les caractères latins.). En 1905 (suite à l'insurrection balte), les Russes constatèrent l'inutilité de leurs efforts pour russifier les Lituaniens; ils permirent donc une liberté de presse partielle. Les mouvements d'expression nationale devinrent de plus en plus concrets, par exemple avec la fondation de l'Université de Vilnius au début du 19e siècle³. La Lituanie recouvra son indépendance en 1918 pour tomber sous l'influence de la Pologne en 1920 et 1939, avant d'être annexée par l'URSS.

2. Baltic States : A Study of their origin and national development: their seizure and incorporation into the U.S.S.R., Ed. by I. Kavass and A. Sprudz, Buffalo (N.Y.), W. Hein, 1972 (1954), p.1.

3. Ibid., p.67-68-69.

La Russie acquit l'Estonie de la Suède par le traité de paix de Nystad en 1721. Entre 1849 et 1860, il y eut une montée du sentiment national estonien suite aux réformes russes, qui laissèrent une certaine liberté économique et individuelle aux Estoniens jusqu'en 1890 où débuta la russification. On observe sensiblement la même chose en Lettonie avec une renaissance plus spécifique de la presse, musique, littérature avant la russification⁴.

B. 19e siècle : russification et montée de l'idée nationale

Sous cette domination, en 1864 (plus tard en Estonie, soit en 1890), on assista à une intense russification des trois pays baltes. En fait, ce fut plutôt une «montée simultanée de l'idée nationale dans les provinces baltes et de l'affirmation croissante de l'idéologie «slavophile» trouvant son aboutissement dans une politique de russification des populations non russes de l'Empire⁵.» Cette politique visait la destruction de toute velléité nationale.

Plus précisément, les peuples baltes subirent une politique d'assimilation et de déculturation forcée de la part de la puissance de tutelle. Le gouvernement tsariste entreprit une politique de russification qui se traduisit essentiellement par une dégermanisation en Lettonie et en Estonie et surtout une dépolonisation en Lituanie des élites politiques, économiques et

4. Baltic States : A Study of their origin..., p.10-11, p.48.

5. Pascal LOROT, Les pays baltes, Paris, P.U.F., 1991, p.61.

religieuses. Elle se termina lors de la première conflagration mondiale⁶. Elle fut accompagnée d'un développement économique et industriel des provinces baltes afin d'assurer une totale intégration à la Russie.

En Estonie et en Lettonie, on imposa le russe comme langue d'instruction⁷. En Lituanie, en 1865, la publication de livres écrits en lituanien fut interdite. Suite à cette russification, l'influence germanique déclina fortement. Parallèlement, des mouvements nationaux émergèrent (ainsi que la publication d'oeuvres nationales, de chansons, etc.). Les populations baltes choisissaient de rester fidèles à leur identité culturelle et religieuse; ainsi, déjà, au 19e siècle, on assista dans ces pays au réveil de la **conscience nationale**. Nous voyons ici que sous la contrainte russe, la résistance à la perte de l'identité nationale s'accroît.

Jusqu'ici, les Baltes revendiquaient davantage une liberté culturelle que politique. Avec le déclenchement de la première guerre mondiale, les aspirations se changèrent en revendications sécessionnistes, qui devaient entraîner les déclarations d'indépendance des pays baltes.

6. Pascal LOROT, Le réveil balte, p.34.

7. R.J.MISIUNAS, R.TAAGEPERA, The Baltic States : Years of Dependence, Berkeley, University of California Press, 1983, p.6.

Un autre facteur eut un impact parmi les populations baltes. Les Révolutions de février et d'octobre 1917 en Russie suscitèrent de vives dissensions politiques, mais ce fut le courant nationaliste qui l'emporta. Initialement, à cette époque, les revendications de l'intelligentsia balte se limitaient à l'obtention d'une autonomie dans le cadre d'une Russie fédérée: elle demandait simplement «être libre dans la Russie libre», et appréhendait de vivre par elle-même, étant donné la longue domination russe (et, partiellement polonaise en Lituanie) et l'héritage des cultures germanique et scandinave⁸. Le Gouvernement provisoire refusa ces demandes, conscient de l'importance de la région balte aux plans stratégique et commercial et voulant maintenir l'intégrité territoriale de l'Empire.

C. La question des nationalités sous Lénine

Comme nous l'avons vu auparavant, la politique de pouvoir répressive russe renforçait les pays baltes dans leur désir d'accéder à leur autonomie. Dorénavant, certains hommes politiques baltes allaient radicaliser leurs demandes et se tourner vers la fraction bolchevique de Lénine, dont le programme concernant la question des nationalités en Russie comportait des éléments importants.

8. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes et la crise du fédéralisme soviétique, Bruxelles, *Studia Diplomatica*, XLIII : 4-5-6, 1991, p.16-17.

Lénine a saisi l'ampleur de ces volontés d'émancipation⁹. Dès le début du 20^e siècle, il a constaté que l'Empire montrait des signes de faiblesse parce qu'alors tous les peuples dominés commençaient à ressentir leur domination et voulaient y échapper.

Une fois au pouvoir en octobre 1917, le Parti bolchevique réaffirma sa politique à l'égard des nationalités. Le 2 (15) novembre 1917, les dirigeants du pays publièrent La Déclaration des droits des peuples de Russie, par laquelle ils reconnaissaient «égalité et souveraineté des peuples de Russie», ainsi que «le droit des peuples de la Russie à l'autodétermination, y compris le droit de sécession et celui de se constituer en Etats indépendants¹⁰.»

En agissant ainsi, le pouvoir soviétique reconnaissait les aspects nationaux de la Révolution laquelle se voulait à l'origine essentiellement sociale, et en tenait compte, puisque, en fait, la Pologne et la Finlande étaient en train de se séparer de l'Empire; le mouvement séparatiste se manifestait aussi parmi les populations baltes et les peuples du Caucase.

Comme l'explique Gail Lapidus, une tension fondamentale était présente dans le système soviétique dès le début: «The federal structure offered an organizational framework and political

9. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, L'Empire éclaté, Paris, Flammarion, 1978, p.11.

10. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.19.

legitimacy for the protection and advancement of the interests of national groups, but at the same time Soviet ideology anticipated the ultimate dissolution of national attachments and loyalties and sought the creation of an integrated political and economic community based on universal Soviet citizenship¹¹.»

Le gouvernement soviétique n'oubliait pas sa vision d'un État prolétarien mondial qui ne tiendrait pas compte des nationalismes. En effet, selon Lénine, «la fédération est une forme transitoire sur la voie d'unité totale des travailleurs des différentes nations¹².» Comme l'explique H.Carrère d'Encausse, «Lénine reste attaché à une vision internationaliste de L'État soviétique. Ce qu'il veut, c'est aboutir au dépassement des nations dans une communauté nouvelle, et non cristalliser les nationalismes¹³.»

Ce que Lénine n'a pas prévu, c'est que les peuples dominés ou anciennement dominés ne veulent pas servir la révolution européenne; ils entendent plutôt diriger leur destinée. Ces peuples dominés (dont les Baltes) s'appuient sur cette politique des nationalités de Lénine pour

11. Gail LAPIDUS, «Gorbachev's Nationalities Problem», Foreign Affairs, LXVIII, 1989, P.8.

12. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.20.

13. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, L'Empire éclaté, p.18.

la revendication de leur indépendance. Lénine a sous-estimé la force des volontés d'identité nationale.

Les choses se précipitèrent avec la volonté des Bolcheviques d'en finir avec la guerre qu'ils n'étaient plus en mesure de supporter. En décembre 1917, ils entamèrent des négociations à Brest-Litovsk, afin d'obtenir un traité de paix avec les Allemands, acceptèrent les conditions des puissances centrales et signèrent le traité de paix (séparé) de Brest-Litovsk le 3 mars 1918.

Ce traité consacrait la domination allemande sur les pays baltes et conduisait au désengagement total des forces russo-soviétiques de ces pays. Selon son article III: «Les territoires qui sont situés à l'ouest de la ligne convenue entre les parties contractantes et qui ont appartenu à la Russie ne seront plus soumis à la souveraineté russe¹⁴.» Plus précisément, par ce traité, la Russie renonçait à la Livonie et à la Courlande (composantes de l'actuelle Lituanie), à la Lituanie, mais aussi à la Pologne, et reconnaissait l'indépendance de la Finlande et de l'Ukraine¹⁵. Ainsi, l'influence allemande s'accrut, et persista même après la défaite des puissances centrales et l'abrogation, par Moscou, le 13 novembre 1918, du traité de Brest-Litovsk, suite à l'effondrement de l'Empire allemand.

14. Pascal LOROT, Les pays baltes, p.66.

15. Ibid., p.35.

D. L'accession à l'indépendance des pays baltes à la fin du premier conflit mondial

L'affaiblissement du pouvoir central entamé par les politiques tsaristes favorisa l'articulation du projet politique d'indépendance balte. En effet, les Baltes profitèrent de la désorganisation de l'Empire tsariste pour affirmer leur volonté d'accéder à l'indépendance. Les Litvaniens proclamèrent leur indépendance le 16 février 1918. Le 24 février, ce fut au tour du Parlement estonien de proclamer son indépendance et finalement, l'indépendance de la Lettonie fut proclamée par le Conseil du Peuple le 18 novembre 1918. Ainsi, avec la capitulation allemande, le 11 novembre 1918, les Baltes se retrouvaient face à leur destin¹⁶.

Nonobstant la déclaration formelle d'indépendance, toujours est-il que la souveraineté réelle oblige la reconnaissance des autres états. Le fait, pour les grandes puissances, d'accepter la décomposition de l'Empire tsariste n'était pas évident. Ainsi, les pays occidentaux ne reconnurent pas immédiatement les indépendances baltes. Leur prudence était due à l'extrême confusion qui régnait alors dans cette région¹⁷. Néanmoins, le 20 août 1919, les puissances occidentales reconnurent «provisoirement» l'indépendance des pays baltes. Lorsque les traités de paix bilatéraux furent signés entre les républiques baltes et Moscou, les indépendances baltes

16. Pascal LOROT, Les pays baltes, p.35.

17. Pascal LOROT, Le réveil balte, p.35.

furent consacrées sur la scène internationale¹⁸. Ceci entraîna une reconnaissance internationale venant de l'Assemblée de la Société des Nations, celle-ci admettant les trois républiques en son sein le 26 janvier 1921. Bref, la communauté internationale admettait la désagrégation du pouvoir central russe et reconnaissait l'indépendance balte.

E. Les années d'indépendance pour les Baltes

Les Etats baltes bâtirent donc leur indépendance. A la fin de la guerre, les trois républiques étaient complètement dévastées; il fallait reconstruire les systèmes économique et politique. Mais si l'indépendance était acquise, la domination germanique pluri-séculaire se faisait toujours sentir. Le pouvoir économique et surtout la propriété de la terre étaient en effet détenus par les Barons baltes en Estonie et en Lettonie, et par la noblesse polonaise en Lituanie. Quant à la majorité de la population des campagnes, elle ne possédait rien et vivait dans la misère¹⁹.

Les nouveaux gouvernements baltes entreprirent des réformes agraires (1919 en Estonie, 1920 en Lettonie et 1922 en Lituanie) en vue de déposséder les riches propriétaires allogènes au

18. Le premier des trois traités fut signé entre Vilnius et Moscou, le 12 juillet 1920, suivi par des traités identiques entre la Russie bolchevique et l'Estonie, le 2 février 1920, puis avec la Lettonie, le 11 août 1920. (consulter Le réveil balte, p.36)

19. Pascal LOROT, Le réveil balte, p.46.

profit des paysans baltes. En outre, durant la période de l'indépendance, les autorités baltes consolidèrent le pouvoir. Les cultures et langues baltes prirent leur véritable dimension²⁰. Des accomplissements notables en éducation, littérature, arts et sciences vinrent souligner la renaissance des pays baltes. Comme on le note dans une étude des pays baltes: «In the field of education alone, the number of students in their universities in 1939 was second only to Switzerland among all the countries of Europe²¹.»

Egalement, les républiques baltes bâtirent chez elles les structures d'une vie démocratique, même si les tendances autoritaires y furent très importantes à partir des années 1930, surtout en Lettonie. Comme l'explique S.Champonnois, «l'absence d'expérience parlementaire et de véritables traditions politiques dévoila rapidement le caractère artificiel de cette vie politique. L'instabilité ministérielle et les crises qui en découlaient amenèrent finalement à des coups d'État et à des régimes de dictature²².»

Aux difficultés politiques internes des républiques baltes s'ajouta une série de facteurs spécifiques déterminant leur situation internationale. Premièrement, puisque les trois pays baltes

20. Pascal LOROT, Le réveil balte, p.46.

21. Baltic States : A Study of their origin and national development; their seizure and incorporation into the U.S.S.R., p.2.

22. Suzanne CHAMPONNOIS, «Des indépendances inquiètes», Pays baltes, Paris, Autrement, 1991, p.44.

occupaient une position géopolitique importante, ils incitaient les agissements des puissances. En fait, la région balte demeurait l'enjeu de l'URSS, l'Allemagne et la Pologne: l'accès à la mer Baltique était pour la Russie un impératif de sa politique extérieure; les Allemands avaient un différend avec la Lituanie au sujet de Memel (Klaipeda) et quant à la Pologne, elle se considérait comme une puissance balte et entendait jouer un rôle actif dans cette région²³. Pour éviter qu'ils ne deviennent l'enjeu de la politique internationale, les pays baltes devaient s'en tenir à une politique de neutralité. Cette politique n'était pas toujours facile à tenir, les Baltes étant entourés des puissances mentionnées ci-haut.

F. L'annexion forcée des pays baltes sous le régime stalinien

Depuis 1933, la situation internationale s'était tendue puisque Hitler régnait sur l'Allemagne. Afin d'être davantage en mesure d'affronter la situation, l'Estonie et la Lettonie unirent leurs efforts en signant un traité d'alliance le 17 février 1934 à Riga. Avec la montée de la menace allemande, la Lituanie décida de se joindre à cette coopération régionale et finalement, le 12 septembre 1934, les trois gouvernements signèrent à Genève un traité instituant une Entente balte, pour une durée initiale de dix ans, les trois Etats s'engageant «à se concerter sur les questions de politique extérieure d'une importance commune et à se prêter une aide mutuelle

23. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.36-37-38.

politique et diplomatique dans leurs rapports internationaux²⁴.» Cette Entente s'avéra un échec, dû en grande partie à l'absence de composante militaire qui résultait en fait de divergences importantes des pays signataires quant à l'identification des menaces²⁵.

Mais c'est surtout la force majeure des grandes puissances qui va entraîner la fin de la souveraineté balte. Sur le point d'entrer en conflit avec la Grande-Bretagne et la France, l'Allemagne, voulant prémunir son flanc oriental face à l'URSS, signa, le 23 août 1939, un Pacte de non-agression avec l'Union soviétique (pacte Molotov-Ribbentrop), ainsi que des protocoles secrets sur la détermination des sphères d'influence allemande et soviétique en Europe de l'Est. Selon ces accords, la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie basculaient dans la sphère soviétique²⁶. Ceci marqua la fin de la souveraineté balte. Ainsi, la lutte des grandes puissances pour l'obtention du pouvoir international apporta de graves problèmes pour les trois pays baltes. Comme toutes les plus petites nations de l'Europe centrale et orientale, elles ne pouvaient échapper aux pressions militaires et diplomatiques des dictateurs Hitler et Staline.

Par la suite, Moscou contraignit les gouvernements baltes à signer des pactes d'assistance mutuelle avec elle (le 28 septembre 1939 avec l'Estonie, le 5 octobre avec la Lettonie et le 10

24. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.41.

25. Ibid., p.41.

26. Pascal LOROT, Le réveil balte, p.36-37.

octobre avec la Lituanie), prévoyant notamment le stationnement permanent de troupes soviétiques sur les territoires baltes.

De plus, prétextant de prétendues menaces à l'encontre des «intérêts soviétiques», l'URSS adressa, entre le 14 et le 16 juin 1940, un ultimatum aux gouvernements baltes, exigeant de ceux-ci la constitution de gouvernements «aptes et disposés à garantir une application honnête des traités bilatéraux d'assistance», ainsi que d'assurer une libre admission sur le territoire des républiques de détachements militaires soviétiques²⁷.»

En fait, en signant ces traités bilatéraux avec ces républiques, L'État soviétique visait à réduire progressivement leur indépendance. C'est Staline, le spécialiste des questions nationales qui va être le véritable maître d'oeuvre de la reconstruction d'un État soviétique multi-ethnique²⁸. Selon lui, l'autodétermination offerte aux nations en 1917 est dépassée; il faut s'unir pour réaliser un État viable et gouvernable. Grâce aux traités bilatéraux, les nations soviétiques sont unies par un ensemble de liens contractuels qui assurent une certaine communauté d'action²⁹.

27. Pascal LOROT, Le réveil balte, p.37-38.

28. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, L'Empire éclaté, p.14.

29. Ibid., p.15.

Devant la menace soviétique de bombarder leurs villes, les gouvernements baltes acceptèrent l'ultimatum soviétique. Le 17 juin 1940, plus de 500 000 soldats soviétiques occupèrent les pays baltes. De nouveaux gouvernements pro-soviétiques furent portés au pouvoir³⁰; leur première décision fut de proclamer le rattachement à l'URSS. Ainsi, la Lituanie fut officiellement incorporée à l'Union soviétique dès le 3 août 1940, la Lettonie le 5 et l'Estonie le 7.

Les Baltes constituent des peuples ayant une identité à base de langue, culture et histoire de longue date. Ils ont manifesté depuis plus de dix siècles, sous la domination allemande, polonaise, suédoise ou russe, leur identité nationale. L'affirmation de cette identité nationale (surtout au 19e siècle) et la revendication de l'indépendance ont toujours été d'une importance capitale pour le peuple balte. Nous avons vu que la contrainte russe a nourri le désir des Baltes d'accéder à l'indépendance. La déchéance du régime tsariste et la première guerre mondiale s'avèreront les conditions permissives de la concrétisation de l'indépendance balte, légitimée par une reconnaissance internationale en 1921. Entre les deux guerres, malgré une cohésion nationale forte, il y a eu revirement de situation pour les Baltes dû surtout à leur position géopolitique.

30. En fait, Moscou envoya ses «émissaires» dans chaque état balte ainsi que des masses de citoyens soviétiques afin de «légitimer» ce nouveau Parti communiste et, par la suite, le légaliser, puisqu'il est entendu qu'à cette époque, il n'existe aucune sympathie pro-soviétique au sein des populations baltes.

C'est dans le contexte de la deuxième guerre mondiale et la consolidation du régime stalinien par la suite qui ont provoqué leur annexion forcée.

CHAPITRE DEUXIEME

DE STALINE A GORBATCHEV

Suite à l'annexion forcée des pays baltes, sous le régime stalinien (de 1922 à 1953), nous verrons que le pouvoir central tente d'éliminer toute identité balte. Ce n'est qu'en 1975 que l'Acte final d'Helsinki s'avèrera la première influence sur la volonté d'indépendance des républiques baltes. Dans ce cas, nous tenterons de démontrer que dans des conditions de soviétisation, la volonté d'identité nationale se manifestera par une affirmation de l'autonomie jusqu'à ce que l'affaiblissement du pouvoir central provoqué par les réformes de M. Gorbatchev favorise une articulation du projet politique d'indépendance. Pour évaluer l'ampleur de ce projet politique, l'analyse des indicateurs de la revendication d'identité nationale (manifestations contre des politiques de pouvoir, création de mouvements sociaux, organisations de référendums et passage à de nouvelles législations) sont des plus pertinentes.

A. La répression stalinienne

L'incorporation des pays baltes à l'URSS donna le signal à un vaste mouvement de déportations et de massacres. Vers 1949, des déportations massives de paysans, d'ouvriers, de commerçants, de soldats et d'hommes politiques envoyèrent plus de 350 000 Litvaniens, 209 000

Lettons et 100 000 Estoniens dans les régions subarctique de Sibérie. Cette situation horrible ne s'arrêta qu'avec la mort de Staline, en 1953¹.

Ainsi, les trois républiques baltes devinrent des Républiques socialistes soviétiques (RSS) membres à part entière de l'Union. Au plan constitutionnel, on leur garantit autonomies politique et culturelle, mais en fait, c'était le gouvernement de Moscou qui détenait le pouvoir. La soviétisation exigée par Staline recouvrait trois volets essentiels : immigration massive de populations slaves, persécution religieuse et élimination des éléments anti-soviétiques. Bref, on voulait éradiquer toute identité balte².

Le changement social sous Staline, s'effectuant dans une grande violence, avait comme but principal l'élimination de toutes les particularités nationales (destruction des anciennes élites, imposition généralisée de l'alphabet cyrillique, etc.). Ainsi, sous le règne de Staline, l'assimilation culturelle suivit son cours, véhiculant cette idée de prééminence de la nation russe. Peu à peu, la vie socio-politique des pays baltes sombrera dans la platitude³. Les réactions des peuples baltes pendant cette période sont très peu explicitées dans la littérature. Nous ne sommes

1. William HOUGH, «Quand tout a basculé», Pays baltes, Paris, Autrement, 1991, p.51.

2. Pascal LOROT, Les pays baltes, Paris, P.U.F., 1991, p.90.

3. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes et la crise du fédéralisme soviétique, Bruxelles, Studia Diplomatica, XLIII : 4-5-6, 1990, p.119.

donc pas en mesure, pour le moment, d'évaluer la pertinence de la première partie de l'argument principal de cette thèse, soit que l'affirmation de la volonté nationale sous forme de projet politique visera l'autonomie nationale en situation de répression du pouvoir central.

B. Le dégel post-stalinien

La mort de Staline en 1953 entraîna le début d'une certaine libéralisation de la société soviétique, qui eut ses retombées dans les pays baltes, où plusieurs prisonniers politiques allaient être relâchés. En outre, lors du XXe Congrès du PCUS de 1956, Khrouchtchev dénonça les crimes commis par Staline à l'égard des nations et appela celles-ci à reprendre leurs droits culturels, à s'épanouir dans leurs propres traditions⁴. Toutefois, cela ne signifiait pas un véritable «déviotionnisme» nationaliste. Le programme du PCUS, adopté le 31 octobre 1961 par le XXIIe Congrès, n'apportait aucune innovation en ce qui concernait la résolution du problème des nationalités. Khrouchtchev élaborait trois propositions qui devinrent des dogmes idéologiques pour plus d'une décennie: 1) Chaque culture nationale de l'URSS s'épanouissait sous le pouvoir soviétique; 2) les politiques de Lénine engendraient un «rapprochement» («coming together») de nations à l'intérieur de l'URSS; 3) on s'en allait vers une fusion de ces nations⁵.

4. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, L'Empire éclaté, Paris, Flammarion, 1978, p.36.

5. Walter CLEMENS, Baltic Independence and Russian Empire, New York, St.Martin's Press, 1991, p.62.

Ce programme soulignait l'importance de la question nationale, mais insistait également sur «l'union librement consentie et la cohésion des peuples égaux en droits au sein d'un seul État multinational, l'Union des républiques socialistes soviétiques, la coopération étroite de ses peuples dans la construction de L'État...⁶.» En fait, ce programme «étouffait» les aspirations indépendantistes des républiques soviétiques. Il n'y eut pas d'amélioration sensible avec le successeur de Khrouchtchev, L.Brejnev. La question des nationalités n'était évoquée que rarement, dans le sens de l'orthodoxie communiste. Lors du XXIII^e Congrès du Parti, le 29 mars 1966, L.Brejnev fit l'éloge de «l'internationalisme prolétarien, de l'amitié et de la fraternité des peuples de l'Union soviétique, en insistant particulièrement sur le fait que le Parti communiste groupait dans ses rangs les représentants des 131 nations et ethnies du pays⁷.»

L'affirmation commune de Khrouchtchev et Brejnev était que l'homo sovieticus faisait partie intégrante d'un peuple nouveau: le peuple soviétique. Brejnev a surtout développé ce concept, qui évacue le fait national, et en a fait la pierre angulaire de la construction idéologique et institutionnelle dont la Constitution de 1977 est l'expression achevée. Comme l'explique Mme Carrère D'Encausse, en 1977, L'État soviétique fédéral uni est L'État de ce peuple nouveau qui

6. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.125.

7. Ibid., p.131.

consacre le déclin des solidarités et aspirations nationales. Le fédéralisme soviétique tire sa légitimité de cette réalité sociale nouvelle⁸.

Par la suite, un immobilisme gouvernemental s'installa au cours de «l'interrègne» Andropov-Tchernenko (1982-1984). Tant en politique intérieure qu'en politique extérieure, aucun des problèmes majeurs légués par dix-huit ans de politique conservatrice ne connut l'ébauche d'une solution⁹. Il semblait maintenant qu'il serait impossible d'améliorer la situation avant les réformes de M.Gorbatchev. En ce qui concerne les pays baltes, leur vie socio-politique sombra dans la platitude; dans la littérature sociopolitique, rien ou presque ne concerne les pays baltes durant cette période.

C. L'Acte final d'Helsinki

Le 1er août 1975 fut adopté l'Acte final d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe par les représentants des 34 Etats (dont l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, les Etats-Unis, l'URSS, etc.)¹⁰. Cela fut un événement majeur dans les relations internationales:

8. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, «La décomposition de l'Empire soviétique», p.19.

9. N. Werth, L'histoire de l'Union soviétique, Paris, P.U.F., 1991, p.502.

10. Pour la liste complète des Etats participants, consulter l'Appendice A du livre édité par Robert Spencer, Canada and the CSCE, Toronto, Centre for International Studies, 1984, p.362.

cet Acte constituait un prélude à la détente entre l'Est et l'Ouest et ouvrait de nouvelles perspectives en ce qui concerne la défense des droits de l'homme en URSS et dans les pays situés dans son orbite¹¹. Cet Acte eut également un fort impact sur la volonté d'indépendance des républiques soviétiques, provoquant un changement externe géopolitique qui offrait une impression d'appui à l'affirmation de l'identité nationale des Etats, ce qui est conforme à nos thèses.

En effet, cet Acte proclamait : «By virtue of the principle of equal rights and self-determination of peoples, all peoples always have the right, in full freedom, to determine, when and as they wish, their internal and external political status, without external interference, and to pursue as they wish their political, economic, social and cultural development¹².» Ces déclarations eurent un grand impact dans les pays baltes comme dans le reste de l'URSS et en Europe de l'Est. Comme l'explique Mme J.K.Laux : «Very quickly, however, the formal Soviet government commitment to human rights at Helsinki came to be seen by dissidents intellectuals and religious or national movements as a useful tool for publicizing longstanding grievances.

11. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.133.

12. «8th Declaration on Principles Guiding Relations between Participating States at the Helsinki Final Act of 1975 : Equal Rights and Self-Determination of Peoples», Canada and the Conference on Security and Co-operation in Europe, Ed. by Robert Spencer, Toronto, Centre for International Studies, 1984, p.367.

Individuals began to petition Moscow with appeals based on the Final Act¹³.» De nombreux groupes se constituèrent pour défendre les Droits de l'homme et les libertés fondamentales. Par exemple, un groupe lituanien pour la surveillance de l'application de l'Acte final d'Helsinki fut constitué en novembre 1976¹⁴. Ainsi, la volonté d'indépendance a bel et bien précédé l'arrivée de M.Gorbatchev au pouvoir.

Toutefois, le principe de l'intangibilité des frontières (disposition de l'Acte d'Helsinki) semblait inquiétant pour les représentants des organisations baltes à l'étranger. Les hommes politiques baltes ont donc demandé aux gouvernements de confirmer leur position de non-reconnaissance quant à leur incorporation forcée dans l'Union soviétique. Plusieurs pays l'ont fait, dont la France, le Canada et les États-Unis¹⁵. De plus, les dissidents baltes ont demandé entre autres de porter une attention particulière aux accidents nucléaires dans la région baltique et l'établissement d'une zone anti-nucléaire nordique¹⁶.

13. Jeanne K.LAUX, «Human Contacts, Information, Culture, and Education», Canada and the Conference on Security and Cooperation in Europe, Ed. by Robert Spencer, Toronto, Centre for International Studies, 1984, p.261.

14. Pascal LOROT, Le réveil balte, Paris, Hachette, 1991, p.51.

15. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.134-135.

16. Walter CLEMENS, Baltic Independence..., p.68.

L'appui international provenait non pas seulement des gouvernements en place. Au fil des ans, les Baltes ont multiplié leurs relations transnationales. Par exemple, certains professeurs baltes sont invités dans les universités étrangères. De plus, les Baltes ont d'importantes organisations en Amérique du Nord, en Europe et même en Australie, comme le "Estonian American National Council" supporté par 8000-9000 citoyens américains estoniens d'origine. Les mouvements politiques baltes rejoignent les mêmes types d'organisations à l'étranger, comme le Mouvement Vert, par exemple. Les activités des Baltes sont très souvent appuyées par leurs compatriotes à l'étranger¹⁷.

La politique de répression sous Staline a donc tenté de détruire toute parcelle de l'identité balte. L'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev, manifestant une plus grande tolérance à l'égard des républiques entraîna une remontée de l'affirmation de l'identité nationale. De plus, appuyées par les Baltes vivant à l'étranger - qui se révélèrent actifs dans le soutien à la cause balte - et de la légitimité que leur procurèrent les accords d'Helsinki, les républiques baltes radicalisèrent leurs revendications et contestèrent davantage la politique de Moscou. Une nouvelle ère s'ouvrit pour ces républiques et les autres, en ce qui concerne une possibilité d'accession à l'indépendance, avec l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev à la tête du PCUS.

17. Walter CLEMENS, Baltic Independence..., p.142-143.

D. L'avènement des perestroïka et glasnost

En 1985, les réformes de M.Gorbatchev («perestroïka» qui signifie restructuration et «glasnost», transparence) ont engendré un nouveau climat politique et rendu possible le réveil des aspirations nationalistes dans les républiques soviétiques, dont les républiques baltes. Il importe d'expliquer brièvement en quoi ces réformes consistent, aux plans interne et externe. Les réformes de M.Gorbatchev ont bouleversé le régime politique et le système économique de l'URSS. L'appareil de L'État, alourdi par la bureaucratie, «s'avéra inadapté aux réalités de la vie moderne et appela la démocratisation de ses structures¹⁸.» Sur le plan économique, ce fut un échec, étant donné que la planification centrale ne fut pas vraiment génératrice de développement sociétair. Gorbatchev vit qu'il était temps de modifier le système économique. Le niveau et la qualité de vie des Soviétiques étaient restés très bas et leur système économique s'était avéré peu approprié pour concurrencer les économies européenne, américaine ou japonaise. Il fallait donc mettre de l'ordre dans l'économie par «une profonde réorganisation structurelle de l'économie, dans la reconstitution de ses fondements matériels, dans les nouvelles technologies,

18. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes et la crise du fédéralisme soviétique, p.141.

dans une transformation de politique d'investissement, et dans des critères sévères de gestion.»¹⁹

Bref, par «l'accélération des progrès sur les plans scientifique et technologique²⁰.»

Le besoin de changement se faisait sentir dans le domaine économique, mais également dans la conscience publique. Selon la glasnost, chacun peut procéder à une évaluation critique de sa situation. Comme le dit M.Gorbatchev: «Nous avons besoin d'une large démocratisation de tous les aspects de la société²¹.»

Mais les simples suggestions pour la réforme économique se sont transformées : les diverses nationalités de l'URSS ont manifesté le désir d'une plus grande autonomie, voire d'une indépendance. Ainsi, M.Gorbatchev s'est vu acculé à deux dilemmes. Premièrement, plus de liberté pour les peuples constituait éventuellement une menace pour Moscou et deuxièmement, dissimuler la vérité sur le traitement des Baltes et autres groupes nationalistes (sous le règne de Staline) risquait d'enflammer les sentiments nationalistes parmi les Russes aussi bien que parmi les autres groupes.

19. Mikhaïl GORBATCHEV, Perestroïka, Paris, Flammarion, 1987, p.30-31.

20. Ibid., p.31.

21. Ibid., p.37.

Les réformateurs baltes furent influencés par certains facteurs, comme la désintégration de l'autorité communiste au niveau local et de l'hégémonie soviétique en Europe de l'Est; l'aggravation de la situation économique en URSS; l'intensification des conflits ethniques en Transcaucasie et en Asie centrale; les demandes pour éliminer le monopole constitutionnel du PCUS sur le pouvoir politique et la constante amélioration des relations de Moscou avec l'Ouest (au niveau commercial et de la sécurité) ajoutant aux raisons de Gorbatchev de ne pas risquer cette détente par une violente répression des mouvements de liberté dans la Baltique²².

En effet, toute évolution de la situation est conditionnée par le problème national. Comme l'explique Michel Tatu, «l'URSS ne peut se démocratiser, même partiellement, sans affronter aussitôt les revendications identitaires des nombreuses nations qui la composent et, d'abord, le besoin d'indépendance de celles qui ont été soumises par la force²³.» L'erreur de Gorbatchev est de ne pas avoir prévu cette retombée inévitable de la glasnost, résultat d'un régime non habitué à résoudre ouvertement les conflits sociaux²⁴. Absorbé par les problèmes économiques et sociaux, le gouvernement de M.Gorbatchev n'a pas fait l'effort de résoudre un seul des nombreux problèmes de nationalités. Lorsque les événements devinrent plus intenses en

22. W.C. CLEMENS, Baltic Independence and Russian Empire, p.123.

23. Michel TATU, «Gorbatchev: un pouvoir en trompe-l'oeil?», Politique internationale, 47, 1990, p.150.

24. Gail LAPIDUS, «Gorbachev and the Reform of the Soviet System», Program on Soviet International Behavior, Berkeley, Stanford, 1987, p.28.

1987 (par exemple lors des affrontements entre Arméniens et Azeris à Soumgait), M.Gorbatchev admettra que la Fédération soviétique doit être rénovée, mais donnera peu de précisions concernant cette rénovation.

Afin que la perestroïka soit une réussite, la politique extérieure se devait d'être révisée, surtout envers les Etats-Unis. Les Soviétiques leur ont proposé de mettre fin à la «guerre froide» qui durait depuis plus de quarante ans. Une série d'ententes (concessions et compromis) politiques et militaires ont suivi, comme par exemple, l'accord sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire (SS-20 soviétiques et Euromissiles), conclu le 8 décembre 1987 à Washington. Enfin, en décembre 1989, lors de la rencontre de Malte, G.Bush et M.Gorbatchev ont proclamé la fin de la guerre froide, G.Bush apportant son soutien aux réformes engagées en URSS.

Pour l'Union soviétique, la nouvelle orientation («nouvelle pensée») de sa politique extérieure allait entraîner entre autres, le retrait de ses troupes d'Afghanistan et l'abandon de la doctrine Brejnev, qui, dans le passé, a justifié l'intervention militaire dans les pays d'Europe centrale et orientale «pour y maintenir les régimes politiques qui lui étaient favorables²⁵», comme lors du Printemps de Prague en 1968. Donc, depuis la nouvelle orientation de leur politique extérieure, les Soviétiques ont abandonné, voire renoncé à leur tradition hégémonique.

25. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.145.

En effet, «ils se sont dits favorables à la réunification des deux Allemagnes, ont reconnu la nécessité de revoir les principes de base sur lesquels était fondé le Pacte de Varsovie, et ont consenti à retirer leurs troupes de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie²⁶.»

Aussi, sur le plan politique, les Soviétiques ont tenu à dénoncer les crimes de Staline; ils ont reconnu l'existence des accords secrets avec l'Allemagne du 23 août et du 28 septembre 1939, ainsi que leur responsabilité dans le «massacre de Katyn», entraînant l'assassinat de 15000 prisonniers de guerre polonais en 1940.

E. Le réveil et renforcement des sentiments indépendantistes baltes

Les revendications nationales (dont celles des peuples baltes) émergèrent dans ce contexte de libéralisation et démocratisation de la société soviétique. Nous verrons que plusieurs conflits interethniques éclatèrent et surprirent les autorités de Moscou. Comme le note R.Yakemtchouk, «on ne s'y attendait pas et on tarda à leur donner une réponse plus ou moins adéquate²⁷.» Nous verrons plus tard l'importance de la langue et de la question ethnique. Ainsi, dans des conditions de soviétisation, nous avons vu que la volonté d'identité nationale balte s'est manifestée par un désir d'indépendance et nous verrons dans quelles conditions l'affaiblissement du pouvoir central

26. R.YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.145.

27. Ibid., p.146.

provoqué par les réformes de M.Gorbatchev favorisera une articulation du projet politique d'indépendance.

Profitant de ce nouveau climat démocratique, les trois républiques baltes affirmèrent leur désir d'un projet d'ordre politique afin de recouvrer l'indépendance, qui leur fut confisquée en 1940, bien que les approches développées pour y parvenir différaient sur certains aspects. Par conséquent, il importe d'observer et analyser les changements survenus dans les trois républiques baltes pendant la période allant de 1985 à 1991 (avant le coup d'Etat du 19 août 1991). Par l'analyse des indicateurs de la revendication d'identité nationale, nous pourrions déceler une série de parallélismes et de divergences entre les trois pays baltes quant aux lignes directrices des revendications culturelles et politiques. Toute cette évolution nous permettra de démontrer l'affirmation d'un projet politique balte jusqu'aux déclarations d'indépendance de chaque république.

F. Les indicateurs de la revendication d'identité nationale balte

Les revendications des trois nations baltes portent sur plusieurs thèmes, et leur désir d'indépendance prend quatre formes : manifestations contre des pratiques de pouvoir (manifestations politiques, écologiques et économiques); la création de mouvements politiques;

l'organisation de référendum et par le passage à de nouvelles législations sur les langues nationales et la citoyenneté.

Notre analyse portera sur quatre formes de revendications, en commençant par les manifestations, soit politiques (contre l'annexion forcée de 1940), écologiques ou économiques.

1. Les manifestations

Le point de départ de la contestation balte fut donc la condamnation unanime des Accords Molotov-Ribbentrop d'août et de septembre 1939, ainsi que des modalités d'incorporation des trois républiques dans l'URSS, cette «annexion» étant déclarée illégale, nulle et non avenue par la communauté internationale. Les déportations qui ont frappé les populations baltes en 1940 et après ont été également condamnées.

Plusieurs manifestations eurent lieu dans chaque république balte les 23 août 1987 et 1988 pour condamner le Pacte Molotov-Ribbentrop. Lors du cinquantième anniversaire du Pacte en 1989, les Fronts populaires d'Estonie, Lettonie et Lituanie ont dénoncé la politique soviétique de 1939-1940. En outre, pour la même raison, environ deux millions de personnes (une estimation exacte est difficile, et les médias soviétiques s'emploient à minimiser l'événement) ont

formé une chaîne («hands-across-the-Baltic») de six cent kilomètres de Tallinn à Riga à Vilnius²⁸. Selon Mme Carrère D'Encausse, le double symbole de cette manifestation est clair: peuples enchaînés, les Baltes avancent dans l'union sur la route de l'émancipation. De cette immense manifestation se dégage un vrai bilan de solidarité entre trois peuples qui furent longtemps divisés²⁹.

Un deuxième type de manifestation visa la préservation de l'autonomie économique et l'environnement : l'abus du centralisme était critiqué par les nationalistes baltes, y compris la dévastation écologique.

En Estonie, les revendications portèrent, principalement, sur l'autonomie économique (C'est dans cette république qu'on la revendique le plus ardemment.). Le 26 septembre 1987 ont été publiées les «propositions des Quatre» (Les signataires sont: Slim Kallas, Edgard Savisaar, Tiit Made et Mikk Tiitma.)³⁰ visant une autonomie économique de l'Estonie. Ces propositions

28. Walter CLEMENS, Baltic Independence..., p.124.

29. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, La gloire des nations, Paris, Fayard, 1990, p.234-235.

30. S.Kallas est journaliste; E.Savisaar, un ancien officiel du comité de planification; T.Made, un commentateur de télévision et M.Titma est le vice-président de l'Association de sociologie soviétique. (Un an plus tard, Titma allait devenir le secrétaire pour l'idéologie du Parti communiste estonien. Les trois autres furent élus au Congrès de l'Union des députés du peuple en 1989, et Savisaar allait aussi devenir le vice-premier d'Estonie en charge d'implanter le plan d'autonomie économique.) Consulter l'article de Rein Taagepera, «Estonia's Road to Independence», in Problems of Communism, XXXVIII : 6, 1989, p.16.

servirent de plate-forme aux revendications des dirigeants politiques estoniens face au Kremlin. Finalement, le 27 juillet 1989, les trois pays baltes se sont vus accorder une certaine autonomie économique par le Soviet suprême de l'URSS. A noter que cet ébranlement du pouvoir central est important et surprenant, d'autant plus que Moscou considérait l'autonomie économique comme une expérience jugée peu convainquante puisque la Lettonie et les deux autres républiques baltes ne s'avérèrent pas aptes à s'autogérer³¹.

Sur le plan écologique, il a été démontré à maintes reprises que la pollution générée par les industries et la contamination nucléaire menacent la santé des populations et les naissances éventuelles³². Par exemple, suite aux catastrophes écologiques engendrées par l'implantation de nouvelles industries, on réclamera pour Tallin la maîtrise des ressources et activités économiques du pays. L'IME (ou «Estonie économiquement autonome») deviendra une des priorités des dirigeants politiques estoniens³³.

En Estonie, la contestation écologique se manifesta en février 1987, lors d'une visite de M.Gorbatchev. Le président dut affronter une manifestation environnementale: la construction

31. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.170.

32. Juris DREIFELDS, «Latvian National Rebirth», Problems of Communism, 1989, p.79-80.

33. YAKEMTCHOUK, op.cit., p.160.

d'une usine de phosphates dans le nord-est du pays était vivement contestée par des militants écologistes. Quoique ceux-ci n'attendaient pas de résultats tangibles, leurs manifestations ont tout de même forcé les autorités à revoir leurs plans concernant cette usine³⁴.

En Lettonie, l'avènement de la glasnost a engendré un lent processus de «renaissance», le gouvernement letton réaffirmant son engagement à son héritage culturel et promettant de porter une plus grande attention aux problèmes écologiques³⁵. En fait, comme en Estonie, les premières revendications de la population furent d'ordre écologique et, en octobre 1986, une campagne fut lancée contre la construction du barrage hydro-électrique sur le fleuve Daugave qui pourrait avoir des conséquences écologiques nuisibles dans la région. En novembre 1987, le Conseil des ministres de l'URSS décida d'arrêter les travaux, à la plus grande satisfaction des Lettons.

2. La création de mouvements politiques

Dans chacun des pays baltes, des Fronts populaires de soutien à la perestroïka furent créés. Les autorités les ont encouragés mais furent rapidement surprises par l'importance politique que ces Fronts ont acquis et la vive contestation nationale qui en a découlé. Par exemple, en

34. Rein TAAGEPERA, Estonia' Road to Independence, p.16.

35. Juris DREIFELDS, «Latvian National Rebirth», Problems of Communism, 1989, p.81.

Estonie, à partir d'avril 1988, on assiste en plus à la création de mouvements contestataires dont le Mouvement estonien des Verts, et à la formation d'un Front Populaire pour l'appui à la Perestroïka (plus tard, Front populaire), lequel plaida pour une autonomie économique de la République et envisagea la possibilité de transformer l'URSS en une Confédération³⁶.

Ce Front populaire s'institutionnalisa le 2 octobre 1988 et d'autres groupes politiques contestataires apparurent, comme le Parti estonien pour l'indépendance. Les ressortissants russes rétorquèrent en créant le Front Internationaliste (ou Intermouvement) qui s'oppose à l'idée de la sécession et défend les droits des minorités³⁷.

Il y eut également, en Lituanie, formation de nouveaux mouvements sociaux, dont Sajudis, mouvement lituanien pour la perestroïka réunissant les indépendantistes du pays. Les 22-23 octobre se sont tenues les assises constitutives de ce Front populaire, dirigé par Vytautas Landsbergis. Sous l'impulsion de ce dernier, le Sajudis deviendra une force politique importante. Formé d'intellectuels et de militants indépendantistes, mais également de membres du Parti communiste lituanien «qui avaient pris leurs distances avec le marxisme-léninisme³⁸», le Sajudis affirma son soutien à la perestroïka et «se prononça pour l'organisation d'une société pluraliste

36. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.161.

37. Ibid., p.161.

38. Ibid., p.176.

et démocratique, et pour l'accession de la Lituanie à la souveraineté, dans le cadre d'une Fédération soviétique renouée³⁹.» Le 16 mars 1989, le Sajudis fut officiellement légalisé.

Comme le fait remarquer Mme Carrère D'Encausse, l'action de ces organisations - informelles, fronts populaires, partis politiques enfin - a fait exploser tout le système politique, y imposant un pluralisme de fait, alors qu'en droit il n'existera que plus tardivement⁴⁰. Dans cette révolution, le cadre national (celui des républiques) a permis l'éclosion et l'activité de ces fronts, puisque les peuples baltes nourrissent une aspiration commune: renforcer leur existence nationale⁴¹.

Suite à l'instauration du pluripartisme, l'effondrement des PC locaux est symptomatique de la puissance de l'aspiration populaire à l'indépendance. La crise d'identité des communistes a essentiellement atteint les PC estonien et lituanien. Quant au PC letton (les Lettons d'origine ne constituant plus que 52 % de la population totale de la république), il apparut comme le défenseur des intérêts de la minorité slave⁴². Ainsi, lorsque les partis communistes baltes

39. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.176.

40. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, La gloire des nations, p.206.

41. Ibid., p.206.

42. Pascal LOROT, Le réveil balte, p.58.

éclatèrent, les fractions majoritaires lituanienne et estonienne se déclarèrent pour l'indépendance tandis que la fraction majoritaire lettone est restée fidèle à Moscou.

Au départ, les PC nationaux devaient contenir l'action des fronts dans des limites acceptables. Mais les PC ont vite pris conscience qu'ils devaient entreprendre un changement radical de leur politique afin de conserver une assise auprès des populations. Lors de la séparation des PC baltes d'avec le PCUS, ceux-ci (PC lituanien et estonien) ont voulu se lier avec les mouvements sociaux des républiques. Ils voulaient créer l'impression qu'ils étaient une «vraie partie de leur nation»⁴³. Dans cette optique, le PC de Lituanie a endossé le programme des mouvements nationalistes indépendantistes et a voté, en 1989, pour l'indépendance de sa république.

3. L'organisation de référendums

Conséquemment, en Estonie, le Front populaire présenta une «plate-forme» électorale (des élections locales allaient avoir lieu dans un proche avenir) dont le but évident était de promouvoir la cause de l'indépendance⁴⁴. Brièvement, et c'est le deuxième type de

43. A. Schtromas, «How Political are the Social Movements in the Baltic Republics?», Nationalities Papers, XVIII : 2, 1990, p.20.

44. Rein TAAGEPERA, «Estonia's Road to Independence», p.23-24.

revendication balte, «il réclama l'organisation d'un référendum sur l'indépendance supervisé internationalement, l'institution d'une citoyenneté estonienne de laquelle seraient exclus les «migrants», la signature d'un traité de confédération avec l'URSS, qui limité dans le temps, fixerait la date de l'accession à l'indépendance, le développement des relations économiques équilibrées avec l'Occident et les pays de l'Est, la démilitarisation progressive d'Estonie, etc⁴⁵.» Le Soviet suprême avait décidé de rétablir l'Estonie en tant que sujet de droit international; en agissant ainsi, il s'inspirait du droit des nations à l'autodétermination reconnu internationalement depuis 1917 (Lenin's Peace Decree).⁴⁶

4. Législations concernant les langue et citoyenneté baltes (minorités)

Le quatrième indicateur d'une réaffirmation de l'identité nationale prenant la forme de revendications d'indépendance concerne de nouvelles législations. Les glasnost et perestroika poussant au changement, les Etats nationaux veulent assurer la survie de leur langue; les trois peuples baltes sont au premier rang de ce combat, qui mène plus loin, soit à une nouvelle citoyenneté. Les Soviets suprêmes des trois républiques votent des lois linguistiques stipulant la prééminence des langues nationales par rapport au russe, ainsi que de nouvelles lois concernant la citoyenneté, visant à enrayer la russification des trois républiques.

45. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.167.

46. Ibid., p.167.

La prééminence des langues nationales par rapport au russe consiste, en quelque sorte, en un prérequis à une éventuelle distinction entre groupes. La situation linguistique dans les républiques baltes est un problème délicat. Les confrontations linguistiques sont quotidiennes entre Baltes et Russes⁴⁷ ce qui nous amène inévitablement à traiter de la question ethnique.

Un des premiers effets de la glasnost fut le refus du bilinguisme, conduisant, selon les républiques soviétiques, à une perte d'identité. Selon Mme Carrère D'Encausse, la bataille recouvre en réalité deux problèmes distincts. Premièrement, les peuples titulaires des républiques entendent assurer la suprématie de leur langue sur le russe et sur les langues de leurs minorités lorsque celles-ci ont aussi des droits acquis. Le second aspect concerne le rejet de l'alphabet cyrillique⁴⁸: «C'est toute la politique stalinienne d'unification des langues autour de l'alphabet cyrillique que la révolte des nations va mettre en pièces⁴⁹.»

47. Leonid MLECHIN, «Alienation : why has ethnic tension intensified in the Baltic?», Moscou, New Times, 43, octobre 1988, p.32.

48. Consulter l'article de Romuald J.Misiunas, "Baltic Nationalism and Soviet Language Policy : From Russification to Constitutional Amendment", analysant l'évolution du problème linguistique dans les pays baltes à partir des années quarante dans Soviet nationality Policies-Ruling Ethnic Groups in the USSR, Grande-Bretagne, Ed. par Henry Huttenbach, 1990.

49. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, La gloire des nations, p.243-244.

Conséquemment, l'Estonie vote une loi, le 18 janvier 1989, qui vient consolider la prédominance de la langue estonienne⁵⁰. La Lituanie prévoit, pour l'entrée en vigueur des mêmes dispositions, une période transitoire de deux ans. La Lettonie, avec près de 50 % d'immigrés, donne la possibilité de s'exprimer, dans la vie publique, soit en letton ou en russe. La terminologie russe doit également y disparaître du regard⁵¹.

De plus, les républiques baltes promulguèrent des lois relatives à la «citoyenneté balte», dont le contenu écartait de fait du droit de vote une partie significative des populations non baltes⁵². Rappelons ici que ces populations non baltes sont constituées en majeure partie de Russes, arrivés dans les républiques baltes suite à la deuxième guerre mondiale pour industrialiser la région⁵³. Au mois d'août 1989, le Soviet suprême d'Estonie adoptait une loi selon laquelle le droit de vote dans la République n'était accordé qu'aux seuls citoyens ayant résidé pendant deux ans au moins dans leur circonscription électorale, ou ayant habité pendant cinq ans au moins sur le territoire de la République⁵⁴. Les autorités estoniennes voulaient ainsi limiter les conséquences politiques résultant de l'afflux d'immigrants toujours croissant.

50. Pascal LOROT, Les pays baltes, p.99.

51. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, La gloire des nations, p.245.

52. Pascal LOROT, Le réveil balte, p.59-60.

53. Leonid MLECHIN, «Alienation : why has ethnic...», p.31.

54. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.166.

Les ressortissants russophones ont très mal réagi et la situation est devenue menaçante puisqu'ils étaient majoritaires dans le nord-est du pays. Le 16 août 1989, le Présidium du Soviet suprême de l'URSS a déclaré ces dispositions anti-constitutionnelles, et le Parlement estonien décida de ne pas appliquer cette condition de résidence⁵⁵. Jusqu'ici, soulignons qu'il y a pouvoir central et non pas «déstabilisation», qui favoriserait l'indépendance nationale balte. Moscou a encore la capacité d'imposer sa volonté à l'Estonie, qui doit revenir sur sa décision.

Précisons ici que le facteur national affecte les républiques baltes de différentes façons. En ce qui concerne l'Estonie, elle voit la part de sa population locale (estonienne) diminuer, mais elle s'est comportée comme si le nombre était suffisant pour continuer les réformes pour l'indépendance. Lors d'élections locales, on supposait que les forces indépendantistes pouvaient gagner la majorité, sauf au nord-est de l'Estonie où la population russe est forte; là, Intermouvement pouvait gagner et forcer la région à se séparer de l'Estonie⁵⁶.

En Lettonie, une perte de la majorité de la population lettone entraînait une perte de pouvoir politique, et un statut de minorité pour les Lettons pouvait théoriquement menacer la légitimité de la Lettonie en tant que république. Un autre problème important est le statut du

55. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.166.

56. Rein TAAGEPERA, «Estonia's Road to Independence», p.25.

letton. Le flot d'immigrants et la présence minoritaire des Lettons dans les zones urbaines ont réduit l'usage du letton dans la république, menaçant sa survie.

En Lituanie, la population russophone ne représente que 9 % de la population totale du pays. La nouvelle citoyenneté est régie par une loi adoptée le 10 décembre 1991. Pour être lituanien, il faut avoir soit déjà été citoyen lituanien avant 1940, soit résider dans la république depuis au moins trois ans⁵⁷. Ainsi, la situation est bien claire au plan juridique, et, dû à la proportion relativement faible de russophones, elle semble plus facile à contrôler. .

La question ethnique dans les pays baltes et dans plusieurs autres pays (pensons entre autre à la Yougoslavie) demeure d'une importance cruciale de nos jours. Selon les Baltes, les Russes ont toujours eu la meilleure part (attribution de logements, offre d'emplois...); de plus, la langue russe est souvent prédominante : on devrait donc se débarrasser des Russes. Mais est-ce si facile de se débarrasser d'individus, de familles qui sont installés dans ces républiques depuis plus d'une génération? En fait, selon L.Mlechin, les droits des minorités ethniques se devraient d'être respectés (dans notre cas, il s'agit des Russes) tout en s'assurant que certaines mesures de protection concernant la langue estonienne, par exemple, ont été prises⁵⁸.

57. Gael LEMARCQ, «L'indépendance des Etats baltes et la question des nationalités», *Hérodote*, 64, 1992, p.146.

58. Leonid MLECHIN, «Alienation : why has ethnic tension...», p.33.

Maintenant, comment alors évaluer la capacité du régime central à imposer sa volonté? Malgré certaines concessions importantes faites à Moscou (moratoire de cent jours sur les conséquences de l'indépendance des Baltes) et d'une attitude responsable de la part du Conseil de la Baltique chargé de coordonner les politiques des trois Etats baltes (Conseil restauré le 12 mai 1990), aucune négociation sérieuse ne s'engagea. Moscou, malgré des déclarations apaisantes, ne voulait pas négocier et cherchait manifestement à gagner du temps⁵⁹.

En février et mars 1991, des «sondages-référendums» organisés sous contrôle international montrèrent que la majorité de la population balte, y compris les «migrants» originaires d'autres régions ou républiques soviétiques, avaient choisi l'indépendance⁶⁰. C'est donc dire que la situation était devenue irréversible.

Moscou, de plus en plus aux prises avec d'énormes difficultés économiques, changeait souvent de conseillers économiques. Les Baltes en profitaient pour s'organiser et mettre en place les structures d'une véritable indépendance. Ainsi, nous avons vu à l'aide de certains indicateurs que les Baltes ont affirmé leur volonté d'identité nationale, sous la forme d'un projet politique qui visait au départ une autonomie nationale, sous la répression de Moscou. Cela s'est

59. Y.Plasseraud et S.Pourchier, «Les pays baltes: enfin l'indépendance!», *Esprit*, 10 1991, p.32.

60. *Ibid.*, p.34.

transformé en projet d'indépendance étant donné certaines conditions favorables, soit les réformes de M. Gorbatchev. La concrétisation de l'indépendance était alors envisageable en 1990 mais elle ne s'est pas encore réalisée. L'influence de Moscou est encore trop forte et il y a un manque d'appui de la part d'autres républiques soviétiques et de la communauté internationale. A ce stade-ci, on n'observe pas encore une déstabilisation du pouvoir central; ainsi, la dernière partie de notre thèse demeure à vérifier, à savoir si l'affirmation de la volonté d'identité nationale pourra se transformer en projet d'indépendance nationale en situation de déstabilisation du pouvoir central.

CHAPITRE TROISIEME

VERS L'INDEPENDANCE DES REPUBLIQUES BALTES

Il est clair que les réformes de M.Gorbatchev ont favorisé l'articulation du projet politique d'indépendance balte. Pourtant la concrétisation de ce projet de souveraineté ne s'est pas réalisée au même moment ou dans les mêmes modalités pour chaque nation. Dans ce dernier chapitre, nous examinerons les démarches particulières de chaque république balte pour la conquête de leur indépendance et, en contrepartie, les réactions des autorités de Moscou. Par la suite, nous analyserons les conditions ayant permis la réalisation de la souveraineté des trois pays baltes et les conséquences de cette concrétisation de l'indépendance pour l'URSS et les républiques soviétiques.

Dans un premier temps, de mars 1990 à août 1991, les démarches ultimes des Baltes pour accéder à l'indépendance ont été réprimées par le pouvoir central. Nous verrons également que sans l'appui de la communauté internationale et l'affirmation des volontés nationales des autres républiques, la souveraineté échappe aux nationalistes. Regardons brièvement ces démarches pour chacune des républiques et les réactions de Moscou afin de vérifier notre deuxième sous-argument soit : La concrétisation des projets d'indépendance baltes ne se réalisera qu'au moment où la désagrégation du pouvoir central de l'URSS sera envisagée par la

communauté internationale suite au coup d'état d'août 1991 et face à l'affirmation des volontés nationales des autres républiques soviétiques.

A. Vers l'indépendance de la Lituanie

En Lituanie, le 11 mars 1990, sous le contrôle de Sajudis, la nouvelle législature déclara la restauration de la république de Lituanie indépendante et élit Vitautas Landsbergis comme président de la république indépendante. La Lituanie fut la première à faire les démarches vers l'indépendance puisque sa population est plus homogène (contrairement à l'Estonie et la Lettonie, dont les populations respectives constituent à peine la moitié de la population totale.) et parce que Sajudis avait l'appui de la majorité, non seulement au sein du Soviet Suprême mais aussi parmi la population¹.

Moscou s'opposa fermement à la déclaration d'indépendance. Le 15 mars 1990, le Congrès des députés du peuple de l'URSS exigea «que tous les organes du pouvoir et de l'administration en Lituanie garantissent le respect de la loi soviétique sur l'étendue du territoire

1. Marju LAURISTIN, «Baltic Up-Date», Nationalities Papers, XVIII : 1, printemps 1990, p.63.

lituanien².» Par la suite, au début d'avril 1990, Gorbatchev réitère dans un appel au peuple lituanien :

«In general, the situation in the Republic [Lithuania] and around it has become dramatic. If the voice of reason is not heeded now, developments can have grave consequences for all of us. We must be united in striving to prevent this.

I have appealed to the Lithuanian Supreme Soviet, proposing that it immediately annul the illegal measures it has adopted. This will open the possibility for discussing the entire range of problems on the solely acceptable basis : within the framework or the USSR Constitution³.»

Les Lituanien restèrent sur leurs positions.

L'attitude de Moscou à l'endroit de la Lituanie devint plus coercitive. Des troupes furent déployées sur l'ensemble de la république afin d'intimider le peuple lituanien. Cela ne fit que renforcer le sentiment de vivre dans un pays sous occupation d'une force étrangère. En outre, le 3 avril, le Soviet suprême de l'URSS adopta la loi relative aux modalités de la sortie d'une république de l'URSS, qui allaient être soumises à des conditions rigoureuses. En effet, la sortie de l'Union devait être approuvée par un référendum; le droit de vote devait être défini par la législation de l'Union et non pas par la législation de la république fédérée; le référendum

2. Pascal LOROT, Les pays baltes, p.107.

3. Extrait du journal Pravda. M.GORBACHEV, «Gorbachev's Appeal to the Lithuanian People», Reprints from the Soviet Press, L : 11-12, 15-30 juin 1990, p.53-54.

devait avoir lieu entre six et neuf mois après la décision du Soviet suprême de la république fédérée relative à sa volonté de sortir de l'Union...⁴. De plus, le gouvernement soviétique avertit les Litvaniens qu'il n'ouvrirait de véritables négociations avec eux qu'à la condition que la déclaration d'indépendance du 11 mars soit annulée.

Le 18 avril, le gouvernement soviétique imposa un embargo économique partiel sur les expéditions de produits énergétiques en Lituanie: «interruption de l'approvisionnement en pétrole brut et réduction des livraisons de gaz naturel⁵.» Au départ, cela n'inquiétait pas tellement Mme Kazimiera Prunskiene, présidente du Conseil des ministres lituanien. Selon elle, s'il y a embargo économique, «cela signifie qu'on nous reconnaît comme un Etat indépendant. Nous l'accepterons alors et tâcherons de vivre ainsi. Il reste des articles qui ne sont pas interdits, il existe des républiques qui voudront maintenir les échanges avec nous [...]»⁶. Malgré cette déclaration optimiste, l'économie lituanienne fut sérieusement affectée: le chômage augmenta, la vente d'essence aux particuliers fut interrompue, etc. Voyant la gravité de la situation, V.Landsbergis tenta de trouver un compromis avec Moscou sans renoncer toutefois à l'indépendance de la Lituanie.

4. Les Izvestia, 6 avril 1990, cité dans Les républiques baltes et la crise du fédéralisme soviétique de R.YAKEMTCHOUK, p.248.

5. Pascal LOROT, Les pays baltes, p.109.

6. Vladimir GOUREVITCH, «L'équilibre lituanien», Les Nouvelles de Moscou, 16, 22 avril 1990, p.11.

Notre thèse affirme que la concrétisation de l'indépendance balte ne se réalisera qu'au moment où la désagrégation du pouvoir central de l'URSS sera appuyée par la communauté internationale. Ainsi, les puissances occidentales accueillirent en majorité avec sympathie et prudence la déclaration d'indépendance de la Lituanie; rappelons-nous que l'annexion soviétique n'avait jamais été reconnue par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France... Justement, il semblerait que l'importance accordée par les Etats-Unis à ce qui s'est produit en Lituanie a été provoquée par certains facteurs, selon V.Simonov, journaliste pour Les Nouvelles de Moscou. Effectivement, «il est difficile de nier que l'administration américaine subit la pression croissante de diverses forces intéressées à ce que le soutien qu'elle accorde aux partisans de la sécession de la Lituanie devient de plus en plus ferme. Ces forces, ce sont: la communauté d'émigrés assez nombreuse qui ne regroupe pas uniquement les anciens habitants des pays baltes; le Congrès, où la chambre des représentants a adopté une résolution appelant le président à reconnaître «le plus prochainement possible» la Lituanie comme un Etat indépendant, et, l'opinion publique.⁷[...]»

Néanmoins, dans la situation précaire des réformes soviétiques, plusieurs étaient persuadés qu'il ne fallait pas déstabiliser M.Gorbatchev... Le soutien à la Lituanie ne fut donc même pas diplomatique, la plupart des gouvernements étrangers refusant l'établissement de

7. Vladimir SIMONOV, «URSS-Etats-Unis : la dynamite lituanienne», Les Nouvelles de Moscou, 15, 15 avril 1990, p.3.

relations diplomatiques avec les autorités de ce pays. La communauté internationale ne voulait pas «consacrer» la déclaration d'indépendance de la Lituanie de mars 1990⁸.

Ainsi, le 23 mai 1990, dans l'absence d'un soutien international et face à des sanctions du pouvoir central, lors d'une séance extraordinaire, le Parlement de Vilnius vota la suspension des effets de la déclaration d'indépendance du 11 mars. Par la suite, le 29 juin, le Parlement lituanien vota «un moratoire de cent jours à partir du début des négociations sur la déclaration du 11 mars concernant la restauration de l'indépendance de l'Etat lituanien, ce qui signifie la suspension des actes légaux qui découlent de cet acte⁹.» Les Soviétiques levèrent alors l'embargo économique.

B. Vers l'indépendance de l'Estonie

En Estonie, le 18 mars 1990 eurent lieu les élections au Soviet suprême estonien. Les indépendantistes du Front populaire et d'autres mouvements favorables à l'indépendance ont remporté la victoire. Le Parti communiste estonien, en crise depuis un certain temps, se débattait avec les indépendantistes. Avec l'avènement du pluripartisme en Estonie, les communistes estoniens adoptèrent le principe d'indépendance de leur Parti vis-à-vis du PCUS, tout en

8. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.213.

9. Ibid., p.298.

s'accordant une période transitoire de six mois, lors de leur 20e Congrès, le 25 mars 1990¹⁰.

Le programme du Parti adopté par le Congrès disait, brièvement:

- Le PCE doit rester indépendant pour qu'il puisse participer à la vie politique de l'Estonie...
- La réalisation des objectifs du PCE dépend beaucoup de la démocratisation de l'URSS...
- L'accession de l'Estonie à une véritable indépendance doit s'opérer à l'aide de négociations entre l'Estonie et l'URSS. Les russophones ne furent pas d'accord avec ce programme et formèrent un PC estonien suivant la plate-forme du PCUS¹¹.

Le 29 mars, le Soviet suprême de l'Estonie a élu M.Arnold Ruutel comme président et a réitéré le fait que la restauration de l'indépendance de l'Estonie devrait se faire par étapes et nécessiterait une période transitoire.

Mais le pouvoir soviétique était prêt à contrer les délits à son autorité; en effet, par un décret du 14 mai, M.Gorbatchev considéra la Déclaration estonienne du 30 mars inconstitutionnelle, déclaration affirmant que l'incorporation soviétique n'a pas mis fin à l'existence de la république indépendante d'Estonie¹². Le 16 mai, le Parlement estonien a adopté

10. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes ..., p.268.

11. G. Goukassov, «A un pas du compromis-La scission du PC estonien», Les Nouvelles de Moscou, p.5.

12. YAKEMTCHOUK, op.cit., p.269.

une loi proclamant la non-subordination des organes de l'Etat estonien aux organes de l'URSS, qui sera rapidement déclarée inconstitutionnelle le 19 mai par M.Gorbatchev¹³.

C. Vers l'indépendance de la Lettonie

De manière similaire, la Lettonie aussi a procédé, en mars 1990, aux élections législatives qui se soldèrent par une majorité pour le Front populaire letton (indépendantiste). Mais à la différence des deux autres républiques, lors de son 25e Congrès du 8 avril, le Parti communiste letton répliqua en se divisant en deux, les partisans de l'indépendance se retrouvant minoritaires. Les indépendantistes créèrent alors leur propre parti¹⁴.

Le 4 mai 1990, le Soviet suprême de Riga votait la déclaration «Sur la restauration de l'indépendance de Lettonie», vote acquis par 238 voix, avec 1 abstention. Les 59 députés du groupe Interfront, favorables au maintien du pays au sein de l'URSS, ayant boycotté le scrutin. Cette déclaration disait entre autre que l'incorporation de la Lettonie dans l'Union soviétique s'étant effectuée illégalement, «la République souveraine de Lettonie (1920-1940) n'a jamais cessé d'exister **de jure** et est aujourd'hui rétablie **de facto**.» Ce rétablissement de l'indépendance fut

13. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.272.

14. Ibid., p.273.

néanmoins assorti d'une période de transition et le Parlement letton proposa d'engager des négociations avec Moscou¹⁵.

Le premier secrétaire du PC letton, A.Rubiks, fit connaître la réponse de Moscou. Il expliqua que Gorbatchev condamnait la proclamation du Parlement et rejetait toute idée des pourparlers au sujet de l'indépendance en dehors du cadre constitutionnel de l'URSS. Le PC letton, resté fidèle à Moscou, appela les russophones à la résistance et par son décret présidentiel du 14 mai, M.Gorbatchev considéra la Déclaration lettone du 4 mai inconstitutionnelle et sans effets juridiques¹⁶. Encore une fois, les autorités soviétiques usaient de leur pouvoir.

Le 20 juillet, le Présidium du Soviet suprême de l'URSS lançait un vibrant appel «aux peuples de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie» qui, rappelant les cinquante ans de leur vie commune au sein de la famille soviétique, les adjurait de poursuivre librement leur développement national au sein de l'Union des Etats souverains socialistes, envisagée par le nouveau traité d'Union en voie d'élaboration¹⁷. Les trois républiques baltes décidèrent de ne pas participer aux travaux de la Commission devant élaborer le projet du traité.

15. Romain YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes..., p.274-275.

16. Ibid., p.276-277.

17. La Pravda, 21 juillet 1990, cité dans R.YAKEMTCHOUK, Les républiques baltes et la crise du fédéralisme soviétique, p.310.

Ainsi, sous la pression constante de Moscou, les trois états baltes ont résisté, bien qu'ayant été obligés de revenir sur leur déclaration d'indépendance. Il fallait pourtant attendre la déstabilisation de ce pouvoir central. Nous verrons donc que certains événements auront un impact majeur sur l'échec du coup d'état d'août 1991 et, par conséquent, sur la concrétisation de l'indépendance des pays baltes. Nous rappellerons les faits importants entourant le coup d'état afin d'établir certains liens avec la concrétisation de cette indépendance.

D. La période «pré-coup d'état» en URSS

Le processus de dissolution de l'URSS était visible depuis quelques années. Les événements d'août 1991 furent précédés de trois ans de mobilisation de masse, conflits interethniques et tensions entre le centre et les républiques qui n'ont pas seulement accéléré l'éclatement du centre, mais aussi engendré les circonstances permettant cet éclatement¹⁸. Depuis l'automne 1989, donc, le raidissement de Moscou à l'égard du développement des sentiments nationalitaires et démocratiques au sein de la population balte n'a que démontré et confirmé l'urgence de quitter l'URSS. De plus en plus, Gorbatchev s'efforçait de sauvegarder le système communiste. Certes, comme l'écrit A.Ploutnik, il «a reçu un lourd héritage de ses prédécesseurs,

18. Mark R.BEISSINGER, «The Deconstruction of the USSR and the Search for a Post-Soviet Community», Problems of Communism, nov.-dec. 1991, p.29-30.

mais ce n'est ni Staline ni Brejnev qui ont choisi ses collaborateurs¹⁹. (...)» Afin de conserver le pouvoir, il s'est aligné sur les conservateurs, les seuls alliés qui lui restaient. Ces derniers ont toujours eu un point de convergence avec Gorbatchev: la perestroïka, un programme qui n'a jamais visé l'abandon du communisme. Elle était destinée à moderniser le système pour lui permettre de redevenir compétitif par rapport à l'Occident sans abandonner pour autant les principes fondateurs du marxisme-léninisme²⁰.

Ainsi, élément important à noter dans le déclenchement du coup d'état, M.Gorbatchev a placé les «durs» aux postes les plus élevés et c'est alors que, le 20 décembre 1990, E.Chevardnadze a démissionné, dénonçant la montée des «forces réactionnaires», un «virage à droite» de Gorbatchev et la menace d'une «dictature»²¹. Selon certains réformateurs (Chevardnadze et Yakovlev) et dissidents soviétiques (E.Bonner), M.Gorbatchev a donné un certain pouvoir aux «durs» parce qu'il craignait que les réformes aillent trop loin, trop vite²².

19. A.Ploutnik, «Les responsabilités du Président», p.69.

20. Pierre LORRAIN, «Le putsch des gorbatchéviens ou le dernier espoir de la «perestroïka»», Est et Ouest, 92, 1991, p.8.

21. Consulter l'entretien de J.Simon avec R.Pipes intitulée «URSS:l'après-putsch» dans Politique internationale, 53, 1991, p.68.

22. Stephen MILLER, «The Soviet Coup and the Benefits of Breakdown», Orbis, XXXVI : 1, 1992, p.78.

Depuis l'automne 1990, les rumeurs d'un coup circulaient à Moscou. Les «durs» ont parlé publiquement de la nécessité d'un putsch si Gorbatchev n'imposait pas l'état d'urgence à l'échelle du pays pour restaurer l'ordre en URSS. Le directeur du KGB (V.Kryuchkov) et le ministre de la défense soviétique (D.Yazov) ont condamné les mouvements nationalistes en URSS et ont averti que celle-ci était en danger d'éclatement, à moins que ces forces soient contenues²³.

Suite aux événements de janvier 1991 en Lituanie, Gorbatchev a pris peur et a tenté de freiner les conservateurs. En effet, le 13 janvier 1991, des troupes de l'armée soviétique (les conservateurs ont pris le contrôle de l'armée) - les «bérets noirs» - prenaient d'assaut l'immeuble de la Télévision de Vilnius, en Lituanie. Il y eut au moins 13 tués et une centaine de blessés. Gorbatchev fut bouleversé et ordonna le retrait des troupes. Les «durs» du régime interprétèrent cette décision de retirer les troupes comme le signe que Gorbatchev les désavouait²⁴.

Quelques mois plus tard, en juin 1991, les députés conservateurs du Soviet Suprême d'URSS ont monté une campagne pour réduire le pouvoir de Gorbatchev et donner plus d'autorité au premier ministre Pavlov. La résolution pour l'état d'urgence fut annulée par Gorbatchev et, fait sans précédent au long de l'histoire russe, les figures du gouvernement qui s'opposaient à lui

23. S.MILLER, «The Soviet Coup...», p.70.

24. Consulter l'entretien de J.Simon, «URSS : l'après-putsch», dans Politique internationale, 53, 1991, p.68.

n'ont pas été punies. Par la suite, le 1er août, A.Yakovlev avertit que les stalinistes préparaient un coup; peu après, il se retirait du parti communiste²⁵.

E. Le coup d'état en URSS-août 1991

Quelques jours avant le putsch, soit le 18 août 1991, le vice-président de l'URSS, G.Ianaev, le président du Cabinet des ministres, V.Pavlov, et le premier vice-président du Conseil de sécurité, O. Baklanov, annonçaient dans une déclaration conjointe, diffusée le lendemain, le transfert des fonctions du Président de l'URSS au vice-Président. Un Comité pour l'état d'urgence (CEEU) est créé, réunissant les trois signataires de la déclaration, les responsables des institutions de maintien de l'ordre et les présidents de deux associations. Le 18 août 1991, ce Comité d'Etat fait appel au peuple soviétique:

«En cette heure grave et critique pour les destinées de notre patrie et de nos peuples, nous vous lançons un appel! Notre grande patrie est menacée d'un danger mortel! La politique de réformes lancée par Mikhail Gorbatchev, et conçue comme un moyen pour garantir le développement dynamique du pays et la démocratisation de la vie sociale, est tombée, pour toute une série de raisons, dans une impasse.[...]»

(«Appel au peuple soviétique du Comité d'Etat pour l'état d'urgence (18 août 1991)». Pravda, Moscou, 20 août 1991 (extraits).)²⁶

25. Stephen MILLER, «The Soviet Coup...», p.70.

26. Consulter «La clarification-L'échec du putsch du 19 août», Problèmes politiques et sociaux, no 663-664, p.63.

Que la question nationale et l'intégrité territoriale soient des préoccupations centrales ne fait pas de doute. Dans cette déclaration, afin de garantir «la légalité et l'ordre» et d'éviter le glissement de la société vers la catastrophe nationale», les signataires décrétaient «pour six mois l'état d'urgence dans certains territoires», invoquant pour cela l'article 127-3 de la Constitution et l'article 2 de la loi sur le régime juridique de l'état d'urgence. En outre, ils affirmaient «la primauté inconditionnelle de la Constitution et des lois de l'URSS sur l'ensemble du territoire de l'Union soviétique»²⁷.

F. Pourquoi un putsch?

Le 19 août 1991, le putsch représentait un dernier effort pour les conservateurs de la direction soviétique d'empêcher la signature du nouveau Traité de l'Union, qui créerait une occasion pour les républiques d'accéder à l'indépendance. A l'origine, le Traité de l'Union est appelé à remplacer le traité de 1922 constitutif de l'Union soviétique. Ce texte comportait plusieurs incertitudes et contradictions. Pour les conservateurs, qui avaient perdu le contrôle du processus d'élaboration du Traité de l'Union, la version finale du texte consacrait en fait la dislocation de l'Union soviétique²⁸. Les conservateurs exigèrent une reformulation du traité au plan économique. M.Gorbatchev accepta, convaincu du besoin de trouver une nouvelle formule

27. Consulter «La clarification-L'échec du putsch du 19 août», p.63.

28. Martha OLCOTT, «The Slide Into Disunion», Current History, 558, 1991, p.344.

régissant les rapports avec le Centre et les républiques par les déclarations d'indépendance des républiques, au printemps 1990, puis celle de souveraineté de Russie, en juin 1990.

Dans le nouveau traité, l'«Union des Républiques soviétiques souveraines» remplaçait l'«Union des Républiques socialistes soviétiques». Les Républiques, voulant concrétiser leur souveraineté, se montrèrent insatisfaites. Ainsi, six républiques (les trois républiques baltes, la Géorgie, la Moldavie et l'Arménie) refusèrent de signer ce traité (à Novo-Ogarevo) le 23 avril 1991 («Déclaration des 9+1»). Le Traité comportant toujours autant de contradictions, puisque Gorbatchev s'était incliné sur plusieurs points pour satisfaire les républiques, les conservateurs le renversèrent, proclamant l'état d'urgence pour six mois²⁹.

G. Les conséquences du coup d'état

L'échec du coup d'état d'août 1991 a entraîné d'importantes conséquences pour l'URSS qui sont maintenant bien connues et a apporté un net avantage aux républiques soviétiques. Ayant été préparé par l'évolution antérieure du pays, cet échec, constate Gorbatchev, a aggravé l'affaiblissement de la direction du pays et de la cohésion entre les républiques et les régions³⁰. Celles-ci, profitant de l'instabilité de la situation, redéclarèrent leur indépendance. En ce qui

29. Le Monde, mardi 20 août 1991, p.1-4.

30. M.Gorbatchev, Le putsch, Paris, Olivier Orban, 1991, p.74.

concerne les pays baltes, le coup d'état manqué entraîna une accélération radicale de leur processus d'émancipation. Les dirigeants estoniens et lettons prirent la décision de mettre un terme à la phase transitoire ouverte par les déclarations d'intention d'aller vers l'indépendance en 1990 et de déclarer sans plus attendre leur indépendance complète, le 21 août 1991³¹.

A l'encontre de la situation un an auparavant la communauté internationale envisagea, suite au coup, la désagrégation du pouvoir central. Cette démarche balte entreprise à l'encontre des putschistes apparaissait alors psychologiquement et politiquement recevable à la fois par l'Occident et par les composantes démocratiques du peuple russe. Dès lors, les Etats occidentaux changèrent d'attitude et imitèrent l'Islande, qui avait déjà reconnu l'indépendance lituanienne le 11 février 1991 et la Russie de B.Eltsine (sympathisant de la cause balte) qui avait fait de même le 29 juillet 1991³². L'indépendance balte était alors «consacrée» par la communauté internationale. Le 3 septembre 1991, 39 Etats ont reconnu l'indépendance des trois pays baltes, y compris les Etats-Unis qui se classent en trente-septième place. En effet, le président américain déclarait:

«The Baltic peoples of Estonia, Latvia and Lithuania and their democratically elected governments have declared their independence and are moving to control their own national

31. Y.PLASSERAUD et S.POURCHIER, «Les pays baltes : enfin l'indépendance!», *Esprit*, 10, 1991, p.35.

32. *Ibid.*, p.35.

territories and their own destinies. The United States has always supported the independence of the Baltic countries and is now prepared immediately to establish diplomatic relations with their governments³³.»

Puisque la communauté internationale reconnaissait l'indépendance des Baltes, d'autres républiques votèrent pour le divorce d'avec Moscou, comme l'Ukraine (24 août), la Biélorussie (25), Moldavie (27), Azerbaïdjan (29), Kirghizstan (31), et l'Ouzbékistan (31)³⁴. Notre deuxième sous-argument se trouve ainsi vérifié, à savoir que l'indépendance balte s'est réalisée, facilitée par l'affirmation des volontés nationales des autres républiques soviétiques, suite à la déstabilisation du pouvoir central.

L'échec du coup d'état doit être compris comme une crise des nationalités - en fait, comme précise M.Beissinger, «the final nationalities crisis of a decaying and exhausted political order³⁵.» Quinze républiques soviétiques ont proclamé leur indépendance; de plus, le pouvoir central et les Etats occidentaux ont reconnu les trois Etats baltes et ont appuyé leur candidature aux Nations-Unies. En effet, le 6 septembre 1991, le Conseil d'Etat de l'Union a reconnu

33. Déclaration de George Bush le 3 septembre 1991 extraite de Current Digest of the Soviet Press, XLIII : 35, 1991, p.42.

34. Jean-Marie CHAUVIER, «Ex-empire soviétique\Journal de l'année», L'Etat du Monde 1993, Montréal, Ed. du Boréal, 1992, p.503.

35. Mark BEISSINGER, «The Deconstruction of the USSR...», p.27.

formellement l'indépendance des Etats baltes, qui, par la suite, rejoindront la communauté internationale le 17 septembre 1991 avec leur entrée aux Nations-Unies.

Tout au long de cette marche vers l'indépendance, les pays baltes ont acquis une certaine maturité en ce sens que leur vif sentiment national s'avère maintenant indissociable d'une conscience démocratique. Comme l'expliquent Y.Plasseraud et S.Pourchier, ces peuples constituent des nations au sens plein du terme, et leur rapprochement au sein d'un Conseil de la Baltique³⁶ témoigne de leur volonté de dépasser les nationalismes étroits et du sérieux de leurs projets de souveraineté.

En somme, la répression de la part de Moscou a renforcé la volonté d'identité nationale des républiques baltes. Le coup d'état provoqué par les éléments de droite du Parti en réaction au Traité de l'Union a incité les pays baltes à reproclamer leur indépendance qui s'est vue consacrée au niveau international et appuyée par d'autres républiques. Ainsi, les pays baltes sont maintenant indépendants, suite à l'échec du coup d'état de 1991, un échec qui précipita aussi la mort du système soviétique, et qui confirme la victoire des nations sur l'URSS.

36. Le 12 mai 1990, les présidents des trois Soviets suprême baltes signèrent un accord renouvelant le Conseil de la Baltique d'avant 1940. Ce Conseil soulignait l'intérêt des Etats baltes à participer aux CSCE et Conseil d'Europe.
(W.Clemens, Baltic Independence and Russian Empire, p.212.)

CONCLUSION

Nous avons voulu savoir pourquoi et dans quelles conditions le sentiment d'appartenance à une nation se transforme en projet politique et comment cette volonté aboutit à un projet d'indépendance. Une réflexion théorique sur la question nationale sous les régimes russe et soviétique nous a aidé à comprendre pourquoi et comment les républiques baltes en sont venues à revendiquer leur indépendance. Plus précisément, ces républiques, qui furent annexées de force en août 1940, suite au Pacte Molotov-Ribbentrop, voulaient retrouver (selon des démarches propres à chacune) leur indépendance perdue. Elles ont revendiqué leur identité nationale sous forme de projet politique, qui se manifeste de diverses façons, soit par des manifestations, créations de mouvements populaires, référendums et nouvelles législations. Ce nationalisme balte est une force politique déterminante dans le cheminement vers l'indépendance.

Mais qu'est-ce qui favorise ou retarde l'aboutissement du nationalisme en indépendance? A l'instar de J.Lévesque et G.Lapidus, nous avons retenu les rapports de force internationaux et la capacité de leadership du régime central. Ainsi, nous avons établi dans cette thèse que dans le cas d'une nation ayant une volonté permanente d'identité nationale, l'affirmation de cette volonté sous forme de projet politique visera l'autonomie nationale en situation de répression du pouvoir central et pourra se transformer en projet d'indépendance nationale en situation de déstabilisation du pouvoir central; cette indépendance se concrétisera dans des conditions géopolitiques qui admettent la décomposition du pouvoir central.

Dans le cas qui nous intéresse, premièrement, nous avons démontré que dans des conditions de soviétisation (tout comme celles de russification), la volonté balte d'identité nationale s'est manifestée par une affirmation de l'autonomie jusqu'à ce que l'affaiblissement du pouvoir central provoqué par les réformes de M. Gorbatchev (tout comme les politiques tsaristes) ait favorisé une articulation du projet politique d'indépendance. Les nations de l'URSS profitèrent de l'affaiblissement du centre vers la fin des années 80, et ont exprimé plus concrètement leur identité nationale, surprenant ainsi les autorités soviétiques. Deuxièmement, la concrétisation des projets d'indépendance baltes est survenue lors de la désagrégation du pouvoir central de l'URSS (ou russe), appuyée par la communauté internationale suite au putsch manqué d'août 1991 (comme à la fin de la première guerre mondiale) et face à l'affirmation des volontés nationales des autres républiques soviétiques.

Au XIXe siècle, sous la contrainte russe (Le régime tsariste fait subir une intense russification aux pays baltes durant le 19e siècle.) nous avons vu que la résistance à la perte de l'identité nationale s'accroît. Suite à la première guerre mondiale, les Baltes revendiquèrent leur indépendance, qui leur fut refusée par le gouvernement provisoire, étant donné leur position stratégique. Les Baltes cherchèrent un appui auprès de Lénine, qui a tenu compte des intérêts nationaux des différents groupes du pays, dans le but d'aboutir à une communauté nouvelle, mais il a sous-estimé la force de ces volontés d'identité nationale. Avec la désorganisation du pouvoir

central due aux réformes tsaristes, les Baltes déclarèrent leur indépendance qui fut consacrée par la communauté internationale en 1921.

Une fois de plus, à cause de l'importance de leur position géopolitique, les Baltes subirent la force des grandes puissances et furent incorporés à l'URSS en 1940 suite au Pacte Molotov-Ribbentrop. Sous le règne de Staline, on a tenté d'éliminer toute identité balte. Il faudra attendre l'Acte final d'Helsinki en 1975 pour une manifestation plus concrète de l'identité nationale des républiques soviétiques. Mais ce sont les réformes de M.Gorbatchev qui ont engendré un nouveau climat politique et permis le réveil des aspirations nationales dans les diverses républiques de l'URSS. Gorbatchev n'avait pas prévu que ses réformes favoriseraient une articulation du projet politique d'indépendance balte (et autre).

Les revendications baltes portent sur plusieurs thèmes (politiques, écologiques et économiques) jusqu'aux demandes ultimes pour accéder à l'indépendance, qui ont été réprimées par Moscou; il n'y a même pas un soutien international. Le coup d'état manqué d'août 1991 (suite au Traité de l'Union) constitue l'élément déstabilisant et provoque les déclarations d'indépendance balte. A ce moment, d'autres républiques appuyèrent cette démarche en déclarant leur indépendance la communauté internationale consacra l'indépendance balte le 6 septembre 1991 ainsi que le Conseil d'Etat de l'Union soviétique.

Ainsi, après avoir démontré les causes et dans quelles conditions le sentiment d'appartenance à une nation se transforme en projet politique, puis en un projet d'indépendance, nous pouvons dire que la démonstration précédente confirme notre thèse, soit que dans des conditions de soviétisation (tout comme celles de russification), la volonté balte d'identité nationale s'est manifestée par une affirmation de l'autonomie jusqu'à ce que l'affaiblissement du pouvoir central provoqué par les réformes de M. Gorbatchev (tout comme les politiques tsaristes) ont favorisé une articulation du projet politique d'indépendance, qui s'est concrétisé lors de la désagrégation du pouvoir central et appuyé par la communauté internationale.

Suite à une réflexion théorique qui nous semble brève mais juste dans une démonstration comme celle-ci, nous espérons que le lecteur pourra s'enrichir d'une courte étude de cas (ayant ici pour objet les trois pays baltes) concernant l'explication d'un nationalisme; la perspective de l'histoire a permis de mieux situer les spécificités et permanences des pays baltes au moment de la déchéance du grand Empire que fut l'ex-URSS. Nous nous permettrons, en dernier lieu, quelques remarques sur l'avenir des nouveaux états baltes.

Vers un meilleur avenir?

Les mêmes thèmes sont encore à l'ordre du jour depuis l'acquisition de l'indépendance en 1991. Les réformes de Gorbatchev n'ont pas amené le renouveau au plan économique. La

situation économique dans les trois pays baltes s'est dégradée depuis la fin de 1991. Une grave crise économique s'est abattue sur la région avec tout ce que cela comporte (rationnement, magasins vides...). La transition vers l'économie de marché se vit difficilement pour toutes les régions de l'ex-URSS. En ce qui a trait à l'environnement, il reste beaucoup à faire pour restaurer la qualité de l'environnement. Les centrales nucléaires (en particulier celle d'Ignalina en Lituanie) font toujours craindre les accidents, surtout depuis l'épisode malheureux de Tchernobyl. Une coopération plus efficace devrait s'établir entre les ex-républiques pour l'établissement de programmes visant à améliorer la qualité des équipements des nombreuses usines vétustes, et, par conséquent, la qualité de l'environnement.

Mais le problème de l'heure demeure sans conteste celui des minorités russes vivant dans la région Baltique. Les Russes, qui étaient les maîtres dans les années cinquante, se plaignent de discrimination de la part des nouveaux gouvernements baltes. Le problème est moindre en Lituanie, où les minorités russes et polonaises constituent une plus faible proportion. En Lettonie et en Estonie, où la proportion de Russes constituent la majorité dans certaines parties de ces pays, le problème se pose plus difficilement et les tensions s'accroissent lorsqu'on aborde l'aspect linguistique ou les lois sur la citoyenneté.

Depuis la récupération de l'indépendance, les relations sont difficiles entre les pays baltes et Moscou. En ce qui concerne les immigrés russes, la Lettonie et l'Estonie tentent de préserver

leurs intérêts nationaux, tandis que Moscou cherche à protéger les Russes installés dans ces régions. En Lettonie, les Russes et autres Slaves ont été privés du droit de vote et aussi du droit de propriété de la terre. De plus, la loi sur la nationalité devrait être bientôt adoptée. On veut interdire aux minorités de dépasser le seuil des 30 % de la population³⁷. Quant à l'Estonie, elle apparaît plus tolérante; par exemple, dans la capitale Tallinn, les noms de rues sont écrits en estonien et en russe, contrairement en Lettonie, qui maintient le letton comme langue principale³⁸.

Ainsi, le contexte social dans la Baltique sera des plus intéressant à étudier. Des questions capitales doivent être débattues avec Moscou en ce qui concerne le pouvoir de décision nucléaire, le retrait des troupes russes et surtout les minorités nationales, dont les «migrants» des pays baltes, qui sont privés de citoyenneté et menacés par le chômage. Justement, ces dernières semaines, nous avons assisté au retrait des troupes russes de la région baltique. Notons que la coopération fut limitée entre les trois Etats pour réussir le retrait des troupes. Comme le note D.Bungs dans un article concernant le progrès du retrait des troupes russes dans les Etats baltes: «The lack of unity among the Baltic defense establishments is likely to remain a useful card for

37. Karel BARTAK, «La Lettonie et l'Estonie entre nationalisme et pragmatisme», Le Monde diplomatique, août 1993, p.3.

38. Ibid., p.3.

Moscow, which has not hesitated to make use of the «divide and rule» dictum in the past³⁹.» A l'avenir, une plus grande coopération entre les états baltes pourrait contribuer à la résolution de certains problèmes concernant ces états, notamment leur sécurité commune au niveau international.

39. Dzintra BUNDS, «Progress on Withdrawal from the Baltic States», RFE\RL Research Report (Radio Free Europe), II : 25, 18 juin 1993, p.59.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages cités et consultés

- Baltic States : A Study of their Origin and National Development; their seizure and incorporation into the U.S.S.R., sous la dir. de Igor I. KAVASS et Adolph SPRUDZS, Buffalo, W.Hein, 1972 (1954).
- BIRCH, Anthony, Nationalism and National Integration.
- BOURQUE, Gilles, L'Etat capitaliste et la question nationale, Montréal, P.U.M, 1977.
- BREUILLY, John, Nationalism and the State, Great Britain, Manchester Univ. Press, 1985.
- Canada and the Conference on Security and Cooperation in Europe, sous la dir. de Robert Spencer, Toronto, Centre for International Studies, 1984.
- CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, La gloire des nations, Paris, Fayard, 1990.
- CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, L'Empire éclaté, Paris, Flammarion, 1978.
- CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, Lénine, la révolution et le pouvoir, Paris, Flammarion, 1978.
- CLEMENS, Walter, Baltic Independence and Russian Empire, New York, St.Martin's Press, 1991.
- DELANNOI, G. et P.-A. TAGUIEFF, Théories du nationalisme, 1991.
- DE SEVE, Micheline, L'échappée vers l'Ouest, Montréal, CIDIHCA, 1991.
- DEUTSCH, Karl W., Nationalism and its alternatives, New York, A.A.Knopf, 1969.
- ELLEINSTEIN, Jean, L'URSS contemporaine. Histoire de l'URSS, tome 4, Paris, Ed.Sociales, 1975.
- FERRO, Marc, Histoires de Russie et d'ailleurs, Paris, Balland, 1990.
- FINKIELKRAUT, Alain, La défaite de la pensée, Paris, Gallimard, 1987.
- GELLNER, Ernest, Nations et nationalismes, Paris, Payot, 1989 (Oxford, 1983).

- GIDDENS, A., The Nation-State and Violence, Cambridge, Polity Press, 1985.
- GORBATCHEV, Mikhaïl, Le putsch, Paris, Olivier Orban, 1991.
- GORBATCHEV, Mikhaïl, Perestroïka, Paris, Flammarion, 1987.
- GUETTA, Bernard, Eloge de la tortue, Paris, Ed.Le Monde, 1991.
- KARKLINS, Rasma, Ethnic Relations in the USSR, New Zealand, Allen and Unwin, 1990.
- KEDOURIE, Elie, Nationalism in Asia and Africa, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1971 (1970).
- LEVESQUE, Jacques, Le conflit sino-soviétique et l'Europe de l'Est, Montréal, P.U.M., 1970.
- LOROT, Pascal, Le réveil balte, Paris, Hachette, 1991.
- LOROT, Pascal, Les pays baltes, Paris, P.U.F., 1991.
- MISIUNAS, Romuald J. et Rein TAAGEPERA, The Baltic States. Years of Dependence 1940-1980, London, Hurst, 1983.
- NAHAYLO et SWOBODA, Soviet Disunion, New York, Free Press, MacMillan, 1990.
- Pays baltes. Estonie. Lettonie. Lituanie: le réveil, Paris, éd.Autrement, 50, janvier 1991.
- SENN, Alfred, Lithuania Awakening, Berkeley: University of California Press, 1990.
- SMELSER, Neil, Theory of collective behavior, New York, Free Press, 1969 (1962).
- SYMMONS-SYMONOLEWICZ, K., Nationalist movements : a comparative view, Maplewood Press, 1970.
- TRAPANS, Ian A., Towards Independence : the Baltic Popular Movements, Boulder, Westview Press, 1991.
- VADROT, Claude-Marie, L'URSS, la roulette russe des nationalismes, Paris, Bayard, 1991.
- VIZULIS, Izador, The Molotov-Ribbentrop Pact of 1939: The Baltic Case, New York, Praeger Publishers, 1990.
- WERTH, Nicolas, L'histoire de l'Union soviétique, Paris, P.U.F, 1991.
- YAARI, A., Le défi national, Paris, éd. Anthropos, 1978.

YAKEMTCHOUK, Romain, Les républiques baltes et la crise du fédéralisme soviétique, *Studia Diplomatica*, XLIII : 4-5-6, 1990.

ZNANIECKI, Florient, Modern nationalities : a sociological study, Westport (Conn.), Greenwood Press, 1973.

Articles cités et consultés

- ALEXEYEVA, Ludmilla, «In the age of glasnost. Nationalist movements in the USSR», New Politics, II : 2, Winter 8, p.133-147.
- «Baltics continue moves for independence», Current Digest of the Soviet Press, XLII : 15-18, 13 juin 1990, p.15-16.
- BARTAK, Karel, «La Lettonie et l'Estonie entre nationalisme et pragmatisme», Le Monde diplomatique, août 1993, p.3.
- BEISSINGER, Mark R., «The Deconstruction of the USSR and the Search for a Post-Soviet Community», Problems of Communism, nov.-déc.1991, p.27-35.
- BERLIN, Isaiah, «Nationalisme : dédains d'hier, puissance d'aujourd'hui», dans A contre-courant, Paris, Albin Michel, 1988, p.346-373.
- BESANCON, Alain, «La question nationale», Cahiers du Monde russe et soviétique, XXX : 3-4, 1989, p.225-230.
- BIRCH, Julian, «Border disputes and disputed borders in the Soviet federal system», Nationalities Papers, XV : 1, 1987, p.34-44.
- BRAUN, A, et R. B. DAY, «Gorbachevian contradictions», Problems of Communism, XXXIX : 3, 1990, p.36-50.
- BROYELLE, J., «Entretien avec Vitautas Landsbergis. Lituanie : sortir de l'Empire», Politique internationale, 48, été 1990, p.23.
- BUNDS, Dzintra, «Progress on Withdrawal from the Baltic States», RFE\RL Research Report (Radio Free Europe), II : 25, 18 juin 1993, p.59.
- CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, «La décomposition de l'Empire soviétique», Pouvoirs, 57, avril 1991, p.19-29.
- CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, «Misère et contradictions du «Frère Aîné»», Le débat, 63, janvier-février 1991, p.67-72.
- CHAMPONNOIS, Suzanne, «Des indépendances inquiètes», Pays baltes, Paris, Autrement, 1991, p.35-46.
- CHAUVIER, Jean-Marie, «Ex-empire soviétique-Journal de l'année», L'Etat du Monde 1993, Montréal, Ed. du Boréal, 1992, p.503.

- COUILLOUDON, Virginie, «Nationalités : unité et diversité (en URSS)», Politique étrangère LIV : 2, été 1989, p.247-252.
- «Déclaration de George Bush le 3 septembre 1991» dans Current Digest of the Soviet Press, XLIII : 35, 1991, p.42.
- DE SEVE, Micheline, «Sentiment national et conscience de genre ou la naissance d'une politique identitaire démocratique en Europe de l'Est», dans L'ethnicité à l'heure de la mondialisation, ACFAS-Outaouais, 1992, p.83-97.
- «Discours de M.Gorbatchev à la session plénière du C.C. du P.C.U.S. dans la politique des nationalités», Etudes soviétiques, oct.1989, p.3.
- DREIFELDS, Juris, «Latvian National Rebirth», Problems of Communism, juil.-août 1989, p.93.
- GELLNER, Ernest, «Nationalisme et politique en Europe de l'Est», Le débat, 63, janvier-février 1991, p.78-84.
- GORBACHEV, Mikhaïl, «Gorbachev's Appeal to the Lithuanian People», Reprints from the Soviet Press, L : 11-12, 15-30 juin 1990, p.53-54.
- GOUKASSOV, G., «A un pas du compromis : la scission du P.C. estonien», Les Nouvelles de Moscou, 1er avril 1990.
- GOUREVITCH, Vladimir, «L'équilibre lituanien», Les Nouvelles de Moscou, 16, 22 avril 1990, p.11.
- GOUSSAKOV, G., «Estonie, dans la voie conduisant à l'indépendance nationale», Les Nouvelles de Moscou, 8 avril 1990.
- HOUGH, Jerry F., «Assessing the Coup», Current History, 558, oct.1991, p.305-310.
- HOUGH, William, «Quand tout a basculé», Pays baltes, Paris, Autrement, 1991, p.47-54.
- KUNG, Andres, «Le durcissement de la résistance nationaliste en Estonie», Le Monde diplomatique, déc.1980, p.33.
- KUTCHARIANTZ, Vladimir, «Ivars Godmanis : Toutes les décisions ne se prennent pas à Moscou», Les Nouvelles de Moscou, 3 juin 1990.
- KUX, Stephan, «Soviet Federalism», Problems of Communism, XXXIX : 2, 1990, p.1-20.
- «La clarification-L'échec du putsch du 19 août», Problèmes politiques et sociaux, 663-664, 63-66.

- LACOSTE, Yves, «De l'étrange fin d'un empire et des grands dangers qu'elle entraîne», Hérodote, 64, janvier-mars 1992, p.3-18.
- «La crise du pouvoir et les libertés en URSS», Problèmes politiques et sociaux, La Documentation française, 653, Paris, mars 1991.
- «La lutte pour le pouvoir en URSS», Problèmes politiques et sociaux, 663-664, 20 sept.-4 oct. 1991.
- LAPIDUS, Gail W., «Gorbachev and the «national question» : Restructuring the Soviet federation», Ebenda, mars 1991, p.201-250.
- LAPIDUS, G.W., «Gorbachev's Nationalities Problem», Foreign Affairs, XLVIII : 4, 1989, p.108.
- LAPIDUS, G., «Gorbachev and the Reform of the Soviet System», Program on Soviet International Behavior, Berkeley, Stanford, 1987, p.7-8.
- LAURISTIN, Marju, «Baltic Up-Date», Nationalities Papers, XVIII : 1, Spring 1990, p.63.
- LAURISTIN, M., «Le problème des pays baltes est un problème international», Les Nouvelles de Moscou, 20 mai 1990.
- LAUX, Jeanne K., «Human Contacts, Information, Culture and Education», Canada and the Conference on Security and Cooperation in Europe, Ed. by Robert Spencer, Toronto, Centre for International Studies, 1984, p.256-279.
- «Les menaces de blocus économique contre la Lituanie. Vilnius invite M.Gorbatchev à négocier», Le Monde, 18 avril 1990.
- LEMARCO, Gael, «L'indépendance des Etats baltes et la question des nationalités», Hérodote, 64, janvier-mars 1992, p.136-147.
- Le Monde, mardi 20 août 1991, p.1-4.
- LESAGE, Michel, «La crise du fédéralisme soviétique», La Documentation française, Notes et études documentaires, 4905, 1990, p.23.
- LEYRAC, Serge, «URSS : l'heure de tous les dangers», Cahiers du communisme, 5, mai 1991.
- «Lithuanians declare independence March 11, 1990», Lituanus, XXXVI : 2, 1990, p.5-63.
- LOROT, Pascal, «Nos amis les Baltes...», Politique internationale, 52, été 1991, p.337-344.
- LOROT, Pascal, «Quelles conditions à l'indépendance des pays baltes?», Défense nationale, XLVI : 12, 1990, p.111-119.

- LOROT, P., «Pays baltes : le cadre de l'indépendance», Hérodote, 58-59, juil.-déc. 1990, p.203-209.
- LORRAIN, Pierre, «Le putsch des gorbatchéviens ou le dernier espoir de la perestroïka», Est et Ouest, 92, sept.1991, p.8-11.
- LORRAIN, P., «URSS renouvelée ou éternelle Russie», Est et Ouest, 91, juillet 1991, p.22-23.
- LOYER, Barbara, «Les mouvements nationaux démocratiques en Union soviétique», Hérodote, 54-55, juil.-déc.1989, p.302-313.
- MILLER, Stephen, «The Soviet Coup and the Benefits of Breakdown», ORBIS, XXXVI : 1, 1992, p.69-85.
- MISIUNAS, Romuald J., «Baltic Nationalism and Soviet Language Policy : From Russification to Constitutional Amendment», Soviet nationality Policies-Ruling Ethnic Groups in the USSR, Grande-Bretagne, Ed. par Henry Huttenbach, 1990, p.206-217.
- MLECHIN, Leonid, «Alienation : why has ethnic tension intensified in the Baltic?», New Times (Moscow), 44, oct.1988, p.30-33.
- MLECHIN, L., «The Popular Front : for what and against whom? What is happening in the Baltic republics?», New Times (Moscow), 43, oct.1988, p.25-28.
- «Moscow, August 1991 : the Coup de Grace», Problems of Communism, 50, nov.-déc.1991, p.1-62.
- NEWMAN, Saul, «Does Modernization Breed Ethnic Political Conflict?», World Politics, XLIII : 3, avril 1991, p.451-478.
- OLCOTT, Martha B., «The Lithuanian crisis», Foreign Affairs, LXIX : 3, 1990, p.30-46.
- OLCOTT, M.B., «The Slide into Disunion», Current History, 558, oct.1991, p.338-344.
- OSTALKI, D., «Un nouveau Traité fédéral», Les Nouvelles de Moscou, 1er juillet 1990.
- PETKOVIO, R., «Lituanie : symbole ou précédent?», Revue de politique internationale, 20 avril 1990, p.12.
- PIPES, Richard et Jackie SIMON, «URSS : l'après-putsch», Politique internationale, 53, automne 1991, p.57-68.
- PLASSERAUD, Yves et Suzanne POURCHIER, «Les pays baltes : enfin l'indépendance!», Esprit, 10, 1991.

- PLASSERAUD, Yves et Suzanne POURCHIER, «Retour à Riga», Esprit, XI : 156, 1989, p.24-33.
- PLASSERAUD, Yves, «Introduction à la Baltitude», Pays baltes, Paris, Autrement, 1991, p.8-14.
- PLOUTNIK, A., «Les responsabilités du président», Problèmes politiques et sociaux, 663-664, 20 sept.-4 oct.1991, p.68-69.
- POURCHIER, Suzanne et Y. PLASSERAUD, «Vers l'indépendance des pays baltes?», Esprit, III-IV : 160, 1990, p.33-39.
- RADVANYI, Jean, «Pays baltes : le prix de l'indépendance», Politique internationale, 48, été 1990, p.57-71.
- RADVANYI, J., «Régions et pouvoirs régionaux à l'heure Gorbatchev», Hérodote, 47, oct.-déc.1987, p.115-130.
- RIGOULOT, Pierre, «Renouveau du nationalisme balte», Est et Ouest, 56, juil.-août 1988; 58, oct.1988 et 59, nov.1988.
- ROUSSELET, Kathy, «Le coup d'état en Union soviétique : au-delà du mythe», Politique étrangère, LVI : 4, hiver 1991, p.951-958.
- RUPNIK, Jacques, «Gorbatchev face aux nationalités», Politique étrangère, 2, 1989, p.240-241.
- SALITAN, Laurie, «Human Rights and the Republics», Nationalities Papers, XVIII : 1, Spring 1990, p.17.
- SENN, Alfred Erich, «Perestroika in Lithuanian Historiography : The Molotov-Ribbentrop Pact», The Russian Review, XLIX : 1, 1990, p.43-56.
- SENN, A.E., «Toward Lithuanian independence : Algirdas Brazauskas and the CPL», Problems of Communism, XXXIX : 2, 1990, p.21-28.
- SHIHAB, S., «Un entretien avec le premier ministre lituanien», Le Monde, 12 mai 1990.
- SCHTROMAS, Alexandras, «How Political are the Social Movements in the Baltic Republics?», Nationalities Papers, Part 1, XVIII : 2, Fall 1990, p.15-21.
- SIMONOV, Vladimir, «URSS-Etats-Unis : la dynamite lituanienne», Les Nouvelles de Moscou, 15, 15 avril 1990, p.3.
- SUNY, Ronald, «Incomplete Revolution», New Left Review, 189, sept.-oct.1991, p.114-125.

- TAAGEPERA, Rein, «Estonia's Road to Independence», Problems of Communism, XXXVIII : 6, 1989, p.11-26.
- TAJAN, Anne, «Pays baltes-Vers l'indépendance?», Encyclopaedia Universalis, Paris, 1991.
- TATU, Michel, «Gorbatchev : un pouvoir en trompe-l'oeil?», Politique internationale, 47, printemps 90, p.145-161.
- TREAN, Claire, «L'indépendance de la Lituanie. M.Gorbatchev refuse de négocier avec les Baltes», Le Monde, 14 mars 1990.
- «URSS : la visite de M.Gorbatchev à Vilnius. Les nationalistes lituaniens ont appelé la population à manifester en masse pour l'indépendance», Le Monde, 12 janvier 1990.
- «URSS : le séjour de M.Gorbatchev en Lituanie. Le projet de débat sur la sécession des Républiques est vivement critiqué par les nationalistes», Le Monde, 14-15 janvier 1990.
- VARDYS, V.S., «Lithuanian National Politics», Problems of Communism, juil.-août 1989, p.65.
- VADROT, Claude-Marie, «Tensions nationales dans les pays baltes», Hérodote, 54-55, juil.-déc. 1989, p.46-58.
- VERLUISE, Pierre, «La crise des nationalités en URSS. Quels gains pour Gorbatchev?», Esprit, 7-8, 1991, p.137-140.